



17 Mars 2008

G. Hatchuel

Début 2008 : Un vent froid de déception souffle sur une opinion exaspérée par les difficultés budgétaires

Ce n'est pas peu dire que les Français sont **mécontents** : **la grogne** est au rendez-vous et **le dépit a envahi les esprits**, gagné insidieusement toutes les couches sociales. Il est vrai que jamais, depuis trente ans, **les difficultés budgétaires ressenties** n'ont été aussi élevées, jamais l'avenir proche n'a été perçu avec autant de noirceur... Voilà, donc, brossés en quelques traits, sommaires et expéditifs, mais on ne peut plus révélateurs, les principaux enseignements de la vague de janvier 2008 de l'enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* ».

Car le plus frappant est **la déception soudaine de l'opinion**, moins d'un an après l'élection présidentielle. L'enquête « *Aspirations* » permet en effet d'observer – depuis maintenant trois décennies – les principaux mouvements de fond traversant la société française. Or le suivi sur cette période d'une série d'opinions révélatrices de l'état d'esprit du corps social met bien en évidence **la profonde désillusion qui affecte aujourd'hui le pays : le pessimisme collectif**, pourtant au plus haut depuis déjà deux ans, n'a aucunement reculé ; **les restrictions ressenties n'ont jamais été aussi intenses** et les attentes d'augmentation du **pouvoir d'achat** culminent à un niveau inégalé. Enfin, l'horizon se brouille d'une inquiétude plus que désabusée à l'égard de l'avenir : jamais, depuis trois décennies, le nombre de Français croyant à **une détérioration prochaine de leurs conditions de vie** n'a été aussi élevé. En un mot, « l'insatisfaction » est aujourd'hui à son niveau record depuis 1979 (voir, en annexe, l'« Espace des Opinions »).

D'ailleurs, la demande de changement, l'envie de « voir les choses bouger » n'ont pas disparu, ni même significativement reculé. Le désir – tout au moins le désir déclaré – de réformes profondes est toujours présent, aigu et persistant. Mais les difficultés budgétaires ressenties semblent avoir pour l'instant pris le pas, sans les annihiler, sur les velléités de changement et sur l'impatience qui, il y a à peine un an, tenaillait nerveusement l'opinion. En un mot, **la réalité quotidienne et ses contraintes, leur immédiateté**, semblent avoir fait « exploser » les espérances d'hier : **la mise en œuvre des réformes, et surtout la perception de leurs retombées, sont manifestement plus**

lentes que la montée ressentie des difficultés. La déception est finalement à la hauteur des attentes, trop idéalisées, étroitement liées à l'impatience collective d'avant les élections présidentielles. Il est vrai – nous l'écrivions déjà l'an dernier – que le désir de changement, plus qu'intense, l'emportait alors très largement sur l'orientation même à donner à ce changement. Peut-être y avait-il déjà là, en germe, une partie du désenchantement actuel ...

Une chose est sûre : le désappointement de l'opinion est tel que les contraintes budgétaires, omniprésentes, masquent presque totalement, effacent les quelques rares signes d'évolution positive. Même le recul du chômage ne contribue pas cette année à faire baisser le pessimisme collectif. Certes, les autres sujets de préoccupation sont toujours là : **les inquiétudes ne reculent pas ; les interrogations sur les effets déresponsabilisants des aides sociales s'atténuent à peine.**

Mais ces enjeux paraissent en quelque sorte « occultés » face à la déconvenue des Français en matière de pouvoir d'achat. Comme si le malaise budgétaire, les attentes en matière de niveau de vie, avaient cette année quasiment « pétrifié », **gelé les attitudes sur les autres thèmes...**

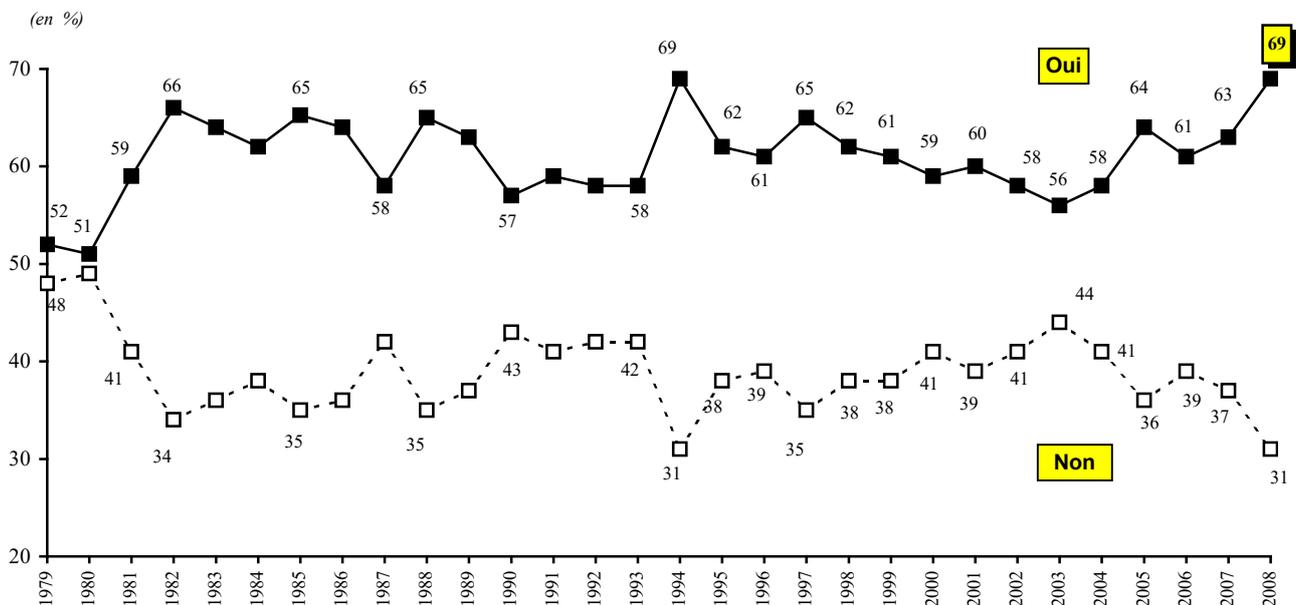
Finalement, **cinq éléments principaux** caractérisent l'état d'esprit des Français cette année :

- 1. Les difficultés budgétaires ressenties sont considérables.** Jamais, depuis trente ans, elles n'avaient été autant exprimées.
- 2. Signe de la déception de l'opinion, ce sont les espoirs d'amélioration individuelle** qui s'assombrissent sérieusement. Là aussi, la noirceur du regard porté bat tous les records.
- 3. Le pessimisme collectif, celui concernant le niveau de vie de l'ensemble des Français, s'enracine à un niveau préoccupant. Les inquiétudes ne s'apaisent pas vraiment.**
- 4. La demande de changement de la société reste très élevée, même si le souhait de réformes « radicales » marque le pas.**
- 5. Les interrogations sur le système social, même reléguées au second plan, ne s'atténuent guère.**

1. Restrictions, charges de logement..., les difficultés budgétaires ressenties sont à leur comble

Voilà bien le signe le plus tangible du malaise qui oppresse le corps social en ce début 2008 : **69% des Français déclarent s'imposer des restrictions sur certains postes de leur budget**. C'est six points de plus en douze mois. C'est surtout **le taux le plus élevé depuis 1994 !** En fait, en trente ans, ce niveau n'avait encore été atteint qu'une seule fois (Graphique 1).

Graphique 1
Vous imposez-vous régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget ?



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

Le plus frappant est que ce sentiment de se « serrer la ceinture » régulièrement s'est, en un an, diffusé dans **toutes** les catégories sociales, à deux exceptions près : les ouvriers, chez qui les restrictions culminaient déjà l'an dernier (78% s'en imposaient alors, 75% aujourd'hui) et les cadres supérieurs (52% l'an dernier, 51% cette année). Mais partout ailleurs, l'évolution a été spectaculaire, notamment chez les 50-64 ans (70% de restrictions, + 17 points en un an), chez les retraités (62%, + 11 points), les professions intermédiaires (69%, + 11 points) et même les hauts revenus (55%,

+ 11 points). Toutes catégories figurant parmi les plus déçues de la conjoncture de ces derniers mois, nous y reviendrons.

Mais le plus significatif de l'évolution intervenue récemment en matière de restrictions concerne **le resserrement des écarts catégoriels**. Certes, les plus hauts revenus se restreignent bien moins qu'on ne se l'impose au plus bas de l'échelle sociale ; mais force est de constater que la progression des difficultés budgétaires ressenties a été relativement plus affirmée cette année **dans les classes moyennes et aisées** (Tableau 1).

Tableau 1
Les restrictions se sont systématiquement accrues, mais encore plus dans les classes moyennes et aisées

(Pourcentage d'individus déclarant s'imposer régulièrement des restrictions)

	Début 2007	Début 2008	Evolution 2007-2008
Revenus mensuels du foyer			
. Moins de 900 Euros.....	79	83	+ 4
. De 900 à 1 500 Euros	72	77	+ 5
. De 1 500 à 2 300 Euros	72	79	+ 7
. De 2 300 à 3 100 Euros	61	68	+ 7
. Plus de 3 100 Euros	44	55	+ 11
Ensemble.....	63	69	+ 6

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Bien sûr, c'est chez les bas revenus que les privations culminent (83%), mais elles touchent aussi, par exemple, 80% des employés (+ 7 points en un an), 76% des femmes au foyer, 80% des habitants de la région Méditerranée (+ 17 points en douze mois) et 79% des revenus moyens.

D'ailleurs, l'observation de la liste des postes sur lesquels on déclare se restreindre met bien en évidence le caractère exceptionnel de la situation de ce début 2008. Alors qu'il y a quatorze ans, en 1994, les privations avaient globalement atteint un palier record (69%), niveau retrouvé pour la première fois cette année, **les restrictions ressenties sur chacun des onze postes observés culminent toutes aujourd'hui à un niveau sans**

précédent (Tableau 2). En particulier, les restrictions déclarées ont augmenté avec **systématisme** pour chaque type de postes, et aussi bien pour :

- Les produits de première nécessité : + 11 points par exemple sur l'alimentation, + 4 points sur les soins médicaux ...
- Les dépenses plus ou moins contraintes : + 11 points sur la voiture, + 10 points sur le téléphone ...
- Les dépenses « de confort » : + 7 points sur les soins de beauté, mais aussi + 8 sur l'habillement et + 8 sur les vacances, loisirs...

En un mot, **jamais le sentiment de devoir se restreindre n'a été autant ressenti**. Les taux atteints sont même étonnants. Un seul exemple : un tiers (34%) de la population déclare se restreindre sur l'alimentation. Or jamais, depuis 1979, ce taux n'avait dépassé les 25% !

Tableau 2
Jamais les restrictions n'avaient été aussi fortes, quel que soit le poste considéré ⁽¹⁾

	1994	2003	2007	2008	Evolution 2007-2008
Pourcentage d'individus s'imposant régulièrement des restrictions (total)	69	56	63	69	+ 6
<i>Dont :</i>					
. Sur les vacances, les loisirs.....	53	46	51	59	+ 8
. Sur l'habillement	52	41	45	53	+ 8
. Sur l'achat d'équipement ménager	50	41	44	51	+ 7
. Sur les soins de beauté.....	43	33	39	46	+ 7
. Sur la voiture	37	31	35	46	+ 11
. Sur le téléphone	35	33	32	42	+ 10
. Sur le logement.....	25	20	27	30	+ 3
. Sur le tabac, les boissons	23	20	21	28	+ 7
. Sur l'alimentation	21	20	23	34	+ 11
. Sur les dépenses pour les enfants.....	16	13	18	22	+ 4
. Sur les soins médicaux.....	9	6	9	13	+ 4

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

⁽¹⁾ 1994 était le point jusqu'ici le plus élevé. 2003 était un des points bas les plus récents (cf. Graphique 1).

Ainsi, non seulement on déclare cette année se priver globalement plus, mais on dit également le faire sur beaucoup plus de postes à la fois : 22% des Français avouent se restreindre sur au moins huit des onze postes concernés ; c'était le cas de 14% de la population l'an dernier et de 12% en 1994 ! La progression est telle et le niveau atteint,

tellement exceptionnel, qu'on peut bel et bien parler **d'exacerbation des préoccupations du corps social autour de ce sujet.**

Car cette augmentation des restrictions déclarées a touché toutes les catégories sociales même sur les postes *a priori* de première nécessité : 22% des hauts revenus disent ainsi se restreindre sur l'alimentation, soit 9 points de plus en un an. On est certes loin des 52% de personnes qui déclarent, au bas de l'échelle, se serrer la ceinture sur l'alimentation, mais l'évolution annuelle est partout impressionnante (Tableau 3).

D'une façon plus générale, chez les bas revenus, l'augmentation des restrictions a été relativement plus forte cette année en matière d'alimentation (+ 12 points), de téléphone (+ 16) et de soins médicaux (+ 9). Dans les classes moyennes, ce sont les privations sur la voiture (augmentation du prix des carburants), l'alimentation et l'achat d'équipement de la maison qui ont le plus progressé. Enfin, en haut de l'échelle des revenus, ce sont notamment celles sur les vacances-loisirs, l'achat d'équipement ménager ou l'habillement (+ 13 points) qui ont été le plus marquantes.

Tableau 3
L'augmentation des restrictions ressenties a concerné cette année tous les postes, et pour tous les niveaux de revenus⁽¹⁾

(en %)

<i>Pourcentage d'individus s'imposant des restrictions sur :</i>	Bas revenus (moins de 900 Euros/mois)	Revenus moyens (1 500 à 2 300 Euros/mois)	Hauts revenus (3 100 Euros et plus/mois)	Ensemble de la population
. Les vacances-loisirs.....	74 (+ 10)	71 (+ 10)	46 (+ 13)	59 (+ 8)
. L'achat d'équipement ménager.....	60 (+ 6)	63 (+ 10)	37 (+ 11)	51 (+ 7)
. La voiture	45 (+ 8)	55 (+ 13)	38 (+ 11)	46 (+ 11)
. Le téléphone	59 (+ 16)	47 (+ 8)	30 (+ 11)	42 (+ 10)
. L'alimentation	52 (+ 12)	37 (+ 12)	22 (+ 9)	34 (+ 11)
. Les soins médicaux.....	25 (+ 9)	15 (+ 5)	5 (+ 2)	13 (+ 4)

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

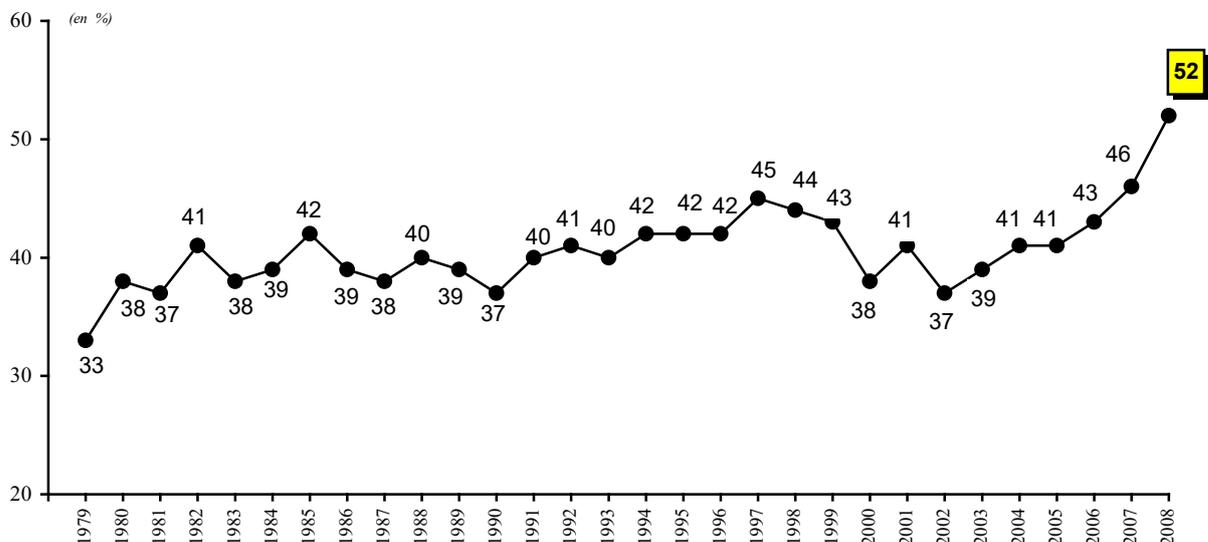
⁽¹⁾ Entre parenthèses, figure l'évolution 2007-2008. Seuls 6 postes de restrictions figurent ici pour faciliter la lisibilité.

Peut-être s'étonnera-t-on, dans ce contexte, de relever que ce sont **les restrictions concernant le logement** qui ont le moins augmenté ces douze derniers mois (+ 3 points en moyenne, cf. Tableau 2). Mais, dans le domaine, n'est-il pas plus rationnel de parler de difficultés à faire face à ses dépenses que de restrictions : les charges de logement (loyer, remboursement d'emprunt...) sont, en effet, la plupart du temps fixes, relativement contraintes, et les marges de manœuvre sont ici, en fin de compte, assez étroites.

C'est ce que confirme la lecture du Graphique 2. Quelle preuve plus éclatante pouvait-on trouver des soucis budgétaires auxquels les ménages se disent actuellement confrontés : alors que depuis une quinzaine d'années, environ 40 à 43% des Français se plaignaient régulièrement de la « lourdeur des charges représentées par leurs dépenses de logement », c'est maintenant le cas de 52% (+ 6 points en un an, + 11 en trois ans). **C'est en tout cas la première fois depuis 1979 que plus de la moitié de la population avoue ses difficultés à répondre à ses charges courantes de logement.**

Le « taux de gênes » lié au logement va même jusqu'à atteindre 66% chez les plus bas revenus (+ 12 points en un an). Mais la progression de ces soucis s'observe également dans des catégories jusqu'ici relativement épargnées, comme par exemple les fonctionnaires (55%, + 8 points en un an) ou les habitants des grosses agglomérations provinciales (56%, + 9 points). Les hauts revenus n'en sont pas non plus totalement protégés (40%, + 6 points).

Graphique 2
Le pourcentage d'individus considérant que leurs dépenses de logement constituent, pour le budget de leur foyer, une « lourde ou très lourde » charge ⁽¹⁾



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

(1) Nous y avons également fait figurer les 1 à 2% d'enquêtes déclarant « ne pas arriver à faire face à ces dépenses »

Evidemment, le sentiment de devoir s'imposer des restrictions est un des signes les plus patents d'une insuffisance de ressources pour acquérir tous les biens et services désirés, la marque d'une sérieuse contrainte budgétaire, qui peut aller jusqu'à s'assimiler à **une véritable privation**, notamment quand il s'agit de produits vitaux ou de biens de première nécessité. De ce point de vue, ce sentiment est un des révélateurs les plus

concrets de l'existence de tensions réelles sur les rémunérations, surtout lorsqu'il s'accroît très vivement, comme cela a été indéniablement le cas ces derniers mois.

Mais il est également l'indice d'une certaine « **appétence à la consommation** », d'une envie de consommer davantage, d'un désir d'achat, manifestement réfréné, mais bien présent. Dans ce cas, le taux de restrictions est « une expression collective de la demande de consommation »¹. C'est en ce sens qu'on peut affirmer qu'aujourd'hui, au-delà du malaise ressenti, la demande est bien là – encore là –. **C'est tout bonnement le pouvoir d'achat qui n'arrive pas à la soutenir.**

Cette montée spectaculaire des restrictions, cette progression catégoriellement assez uniforme, est donc certes le signe le plus apparent de la progression des difficultés matérielles dans le pays et de l'attente, de plus en plus exigeante, de voir augmenter le pouvoir d'achat. Mais c'est aussi la marque – positive cette fois – de l'existence plus ou moins généralisée d'une envie renouvelée de consommer, d'un désir d'achat exacerbé par l'existence de tensions aiguës sur les rémunérations.

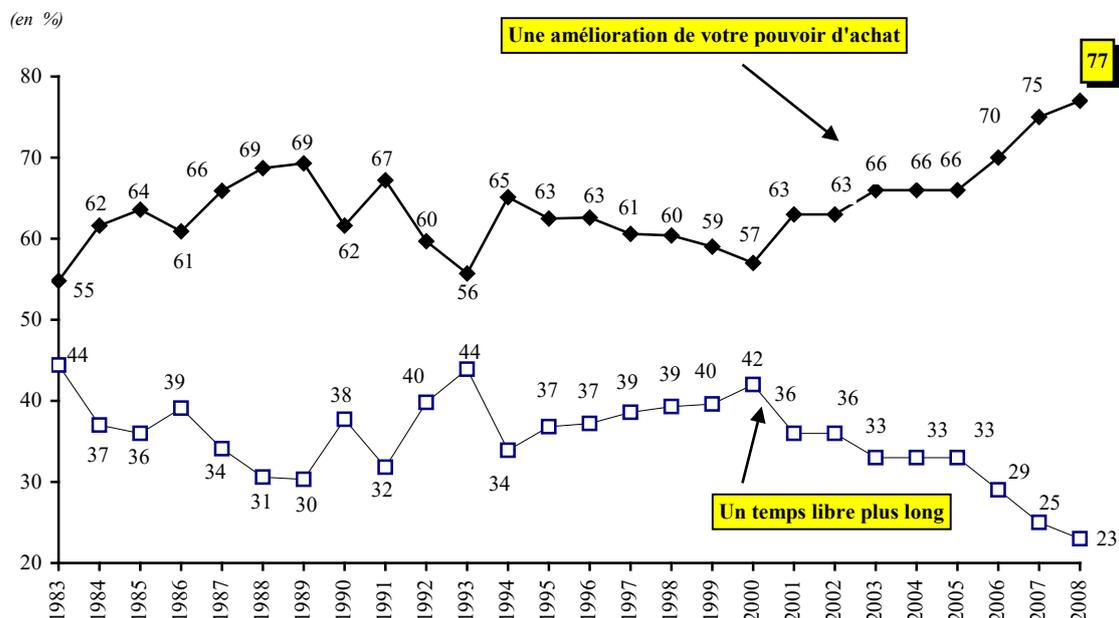
Toujours est-il, on n'en sera pas surpris, que **les attentes en matière de pouvoir d'achat**, qui pourtant atteignaient déjà un niveau inégalé l'an dernier, **continuent à progresser : 77% des actifs** affirment préférer une amélioration de leur pouvoir d'achat à un accroissement de temps libre. En trois ans, les préférences à l'égard des hausses salariales ont donc gagné 11 points (de 66 à 77%). Rappelons que, de 1983 à 2006, jamais plus de 69% de la population active n'avaient exprimé une telle préférence (Graphique 3).

¹ R. Rochefort « *Moins de restrictions... moins de consommation...* », Consommation et Modes de Vie, CREDOC, n° 73, janvier 1993.

Graphique 3 Les préférences en matière d'amélioration du pouvoir d'achat continuent à battre des records

Quelle est votre préférence entre ... ?

- Question posée aux seuls actifs -



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

En fait, alors que l'an dernier, la progression avait touché presque indifféremment **tous** les groupes d'actifs, la poursuite du mouvement tient cette année à **une montée de la demande de pouvoir d'achat surtout dans les classes moyennes** (Tableau 4).

Certes, les titulaires de faibles revenus restent tout de même parmi les plus forts demandeurs de hausses de rémunérations, mais ce sont maintenant les professions intermédiaires, les titulaires de revenus compris entre 2 300 et 3 100 Euros par mois et les employés qui « tirent » à la hausse le désir de revalorisations salariales. En un mot, voilà déjà deux ans que, chez les salariés du bas de l'échelle, l'exigence à l'égard du pouvoir d'achat culmine. La nouveauté de cette année est que **le phénomène s'est propagé chez les salariés des classes moyennes et chez les titulaires de revenus « moyens-hauts »**.

Tableau 4
« L'exigence » d'accroissement du pouvoir d'achat : les classes moyennes ont, cette année, pris le relais

(% d'actifs préférant une augmentation de leur pouvoir d'achat)

	Début 2006	Début 2007	Début 2008	Evolution 2007-2008
Revenus mensuels du foyer				
. Moins de 900 Euros	77	78	76	- 2
. 900 à 1 500 Euros.....	80	85	81	- 4
. 1 500 à 2 300 Euros.....	69	78	79	+ 1
. 2 300 à 3 100 Euros.....	74	75	84	+ 9
. 3 100 Euros et plus.....	62	65	68	+ 3
Professions				
. Employé	72	78	84	+ 6
. Profession intermédiaire.....	69	67	74	+ 7
. Salarié du secteur public en CDI *	71	74	79	+ 5
. Titulaire du bepc ou d'un diplôme technique inférieur au bac	71	77	82	+ 5
Ensemble de la population	70	75	77	+ 2

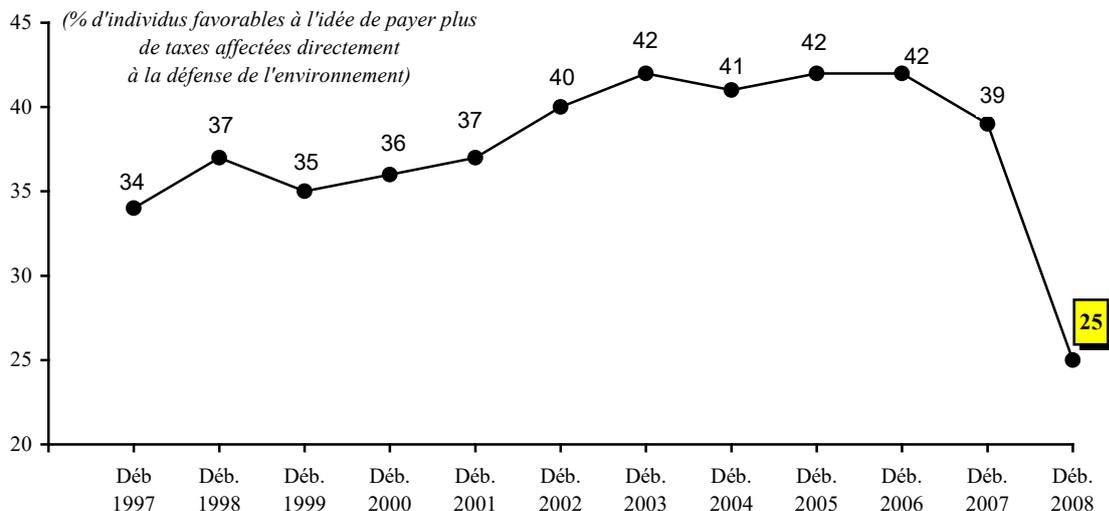
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

* Contrat à durée indéterminée

Ainsi, la caractéristique première de ce début 2008 est la diffusion, dans toutes les couches de la société, **d'un profond malaise budgétaire** : chacun se plaint de devoir subir de plus en plus de restrictions et chaque augmentation de prix ou de taxes vient enfler la conviction « que tout est de plus en plus cher et qu'on n'y arrive plus ». Le plus troublant est que ce sentiment trouve en quelque sorte à « s'autoalimenter » dans le fait que la plupart des classes sociales le partagent, même celles qui paraissent relativement aisées. C'est en cela qu'on peut parler **de déception** : après l'impatience de plusieurs mois de campagne électorale et une certaine idéalisation du changement, **c'est le pouvoir d'achat qui est devenu l'exutoire du pays**.

Les attitudes à l'égard d'une **éventuelle « taxe environnementale »** sont d'ailleurs, de ce point de vue, tout à fait significatives. Alors même que chaque année depuis dix ans, de 35 à 40% des Français se disaient prêts « à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement », le taux baisse soudainement à 25% cette année (14 points de moins en un an, cf. Graphique 4). Et ce alors même, nous le verrons plus loin, que « la dégradation de l'environnement » devient une préoccupation montante dans l'opinion. En réalité, ce n'est pas la mobilisation écologique qui recule, **mais c'est le refus d'acquitter toute taxe supplémentaire qui prime, le sujet n° 1 étant aujourd'hui, de loin, celui de l'insuffisance de pouvoir d'achat**.

Graphique 4
Une baisse soudaine de l'idée de payer « plus de taxes » pour l'environnement



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

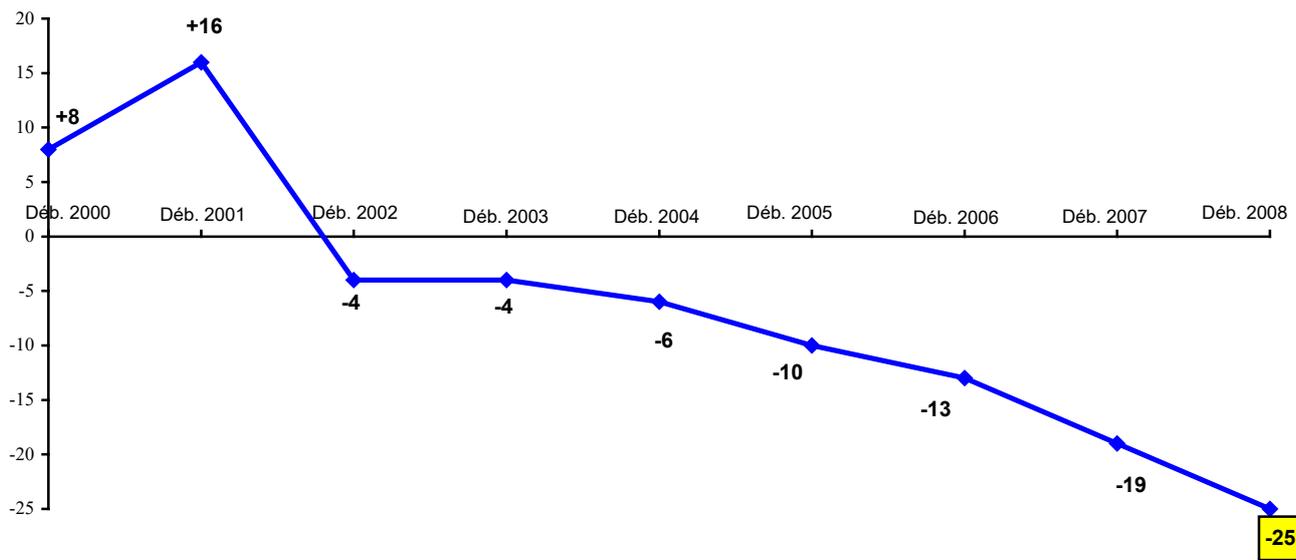
On comprendra que dans ce contexte de sensibilité aux coûts, **l'Euro garde son image, dégradée, de bouc-émissaire**, un des révélateurs les plus apparents du mal-être lancinant de l'opinion. Déjà l'an dernier, nous parlions de « **diabolisation de l'Euro** ». Les choses n'ont pas changé : 80% des Français estiment que **le passage à l'Euro a été « une mauvaise chose » pour les consommateurs français** (même chiffre qu'au début 2007). Faut-il rappeler qu'en 2002, au moment de la mise en circulation de la nouvelle monnaie, seulement 24% de la population hexagonale portaient ce jugement négatif. **56 points** ont donc été gagnés en 6 ans !

En tout cas, ce n'est pas au moment où les tensions budgétaires ressenties sont au plus haut qu'on pouvait s'attendre à ce que les ménages jugent la période propice aux gros achats. Les réponses des enquêtés le confirment : les attitudes concernant l'opportunité de faire des acquisitions conséquentes (voiture, meubles, télévision, ...) continuent à s'infléchir négativement (Graphique 5).

Depuis 2002, l'indicateur ne cesse de reculer : il atteint aujourd'hui son niveau le plus bas. Le nombre d'enquêtés estimant que la période n'est pas propice aux gros achats est, en effet, bien plus élevé que le nombre de ceux qui jugent la période favorable. Le solde est donc négatif (- 25 points). Précisons que, en juin 2007, juste après l'élection présidentielle, l'indicateur était remonté à - 11. En un mot, c'est au cours de **ces tout**

derniers mois qu'il y a eu une nette détérioration du climat, une montée spectaculaire des tensions budgétaires ressenties.

Graphique 5
L'indicateur d'appétence conjoncturelle aux gros achats (meubles, télé, voiture, ...) ⁽¹⁾
continue à reculer



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

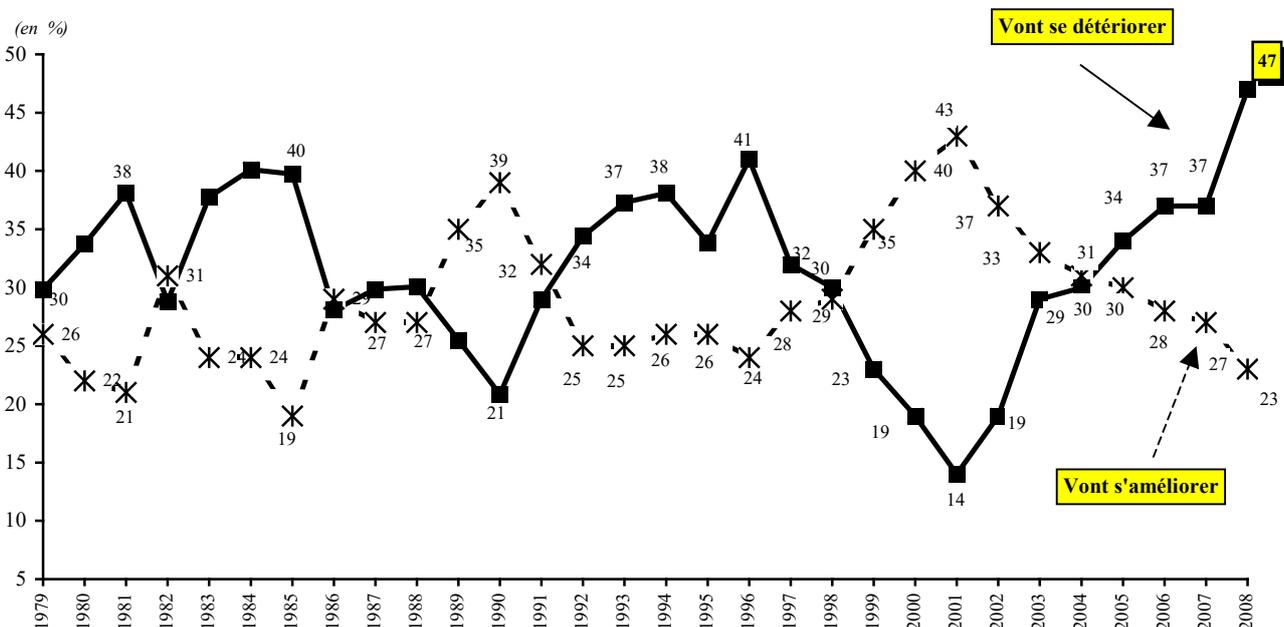
⁽¹⁾ Il s'agit du solde entre le pourcentage d'individus trouvant le moment propice pour faire des achats importants et le pourcentage de ceux trouvant le moment défavorable

2. Presque la moitié de la population croit à une détérioration prochaine de ses conditions de vie personnelles

Est-ce dû à l'omniprésence des difficultés budgétaires ? Est-ce plutôt une des retombées les plus directes de la déception actuelle de l'opinion, déception ravageuse par son ampleur et sa soudaineté ? Toujours est-il que jamais le regard porté sur l'**avenir** n'avait été aussi sombre, même quand, dans le passé, les restrictions étaient au plus haut et l'insatisfaction salariale record : **47% des Français se mettent à pronostiquer une dégradation prochaine de leurs conditions de vie personnelles.**

Le taux a en réalité gagné **10 points** en un an ! Un tel niveau de pessimisme n'avait même jamais été effleuré tout au long des trente années d'existence de l'enquête « Aspirations » (Graphique 6) : le précédent record (1996) est battu d'un coup de six points.

Graphique 6
Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer dans les cinq prochaines années ?*



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

* Les réponses « elles vont rester stables » n'ont pas été présentées ici. Elles représentent 29% des citations, contre 34% l'an dernier.

Il faut rappeler que l'an dernier, alors que le mécontentement était élevé, les ménages s'interrogeaient beaucoup plus sur l'évolution de leurs revenus **présents et passés** que

sur leurs conditions de vie **à venir**. Il y a donc eu un vrai « basculement » de l'opinion : le changement tant espéré il y a un an, son idéalisation même, allait de pair avec une croyance plus ou moins diffuse en un avenir meilleur. C'est cela qui a changé : **la désillusion s'est accompagnée d'une perte de confiance dans le court-moyen terme**. Une partie des Français pensent donc, si l'on peut dire, qu'ils n'en ont pas fini avec les difficultés...

L'élection présidentielle avait pourtant ponctuellement redonné espoir à certaines franges de la population : en juin 2007, pour la première fois depuis 2004, les opinions optimistes (« mes conditions de vie à 5 ans vont s'améliorer » : 33%) étaient venues devancer les attitudes pessimistes (31%).

Le retournement intervenu au second semestre 2007 est donc des plus spectaculaires : le nombre de pessimistes à l'égard de leur propre avenir est passé de 31 à 47% entre juin 2007 et janvier 2008 !

En un an, l'augmentation du pessimisme a d'ailleurs frappé aussi bien en haut de l'échelle des revenus qu'en bas, et la baisse du moral a touché presque autant les diplômés que les non-diplômés (de + 8 à + 11 points selon les groupes, cf. Tableau 5).

Tableau 5
Le pourcentage d'individus estimant que leurs conditions de vie prochaines vont se détériorer : une progression du malaise assez généralisée

	Début 2007	Début 2008	Evolution 2007-2008 (en %)
Revenus mensuels du foyer			
. Moins de 900 Euros.....	38	48	+ 10
. De 900 à 1 500 Euros	41	50	+ 9
. De 1 500 à 2 300 Euros	36	47	+ 11
. De 2 300 à 3 100 Euros	38	47	+ 9
. Plus de 3 100 Euros	36	44	+ 8
Niveau de diplôme			
. Aucun diplôme.....	40	51	+ 11
. Bepc, diplôme intermédiaire.....	38	48	+ 10
. Bac et supérieur	35	43	+ 8
Ensemble.....	37	47	+ 10

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

En réalité, l'examen détaillé des évolutions intervenues en un an sur cette question met *grosso modo* à jour **trois grands groupes de « déçus »**. Détaillons-les rapidement (Tableau 6) :

- * Le « désabusement » atteint un niveau véritablement exceptionnel chez **les seniors**, notamment **les retraités**. Voilà déjà trois à quatre ans qu'ils « broient du noir » : aujourd'hui, 60% d'entre eux envisagent négativement leurs conditions de vie à venir (47% en moyenne). Ce sont probablement les interrogations sur le montant futur de leurs retraites qui les angoissent.
- * **Les « classes moyennes »** font partie des plus désenchantés des Français : en un an, leurs perspectives d'avenir se sont considérablement obscurcies, notamment chez les professions intermédiaires, chez les fonctionnaires et chez les femmes actives (+ 13 à + 17 points dans les jugements négatifs, contre + 10 en moyenne).
- * Enfin, **les habitants de petites communes** (moins de 2 000 âmes) font bel et bien partie des « dépités ». Désillusion qui semble avoir parallèlement touché les résidents de la région Sud-Ouest (51% pensent que leurs conditions de vie vont se dégrader, + 21 points en un an) et du Bassin Parisien (52%, + 16 points).

A l'opposé, seul un petit groupe semble apparemment préservé de ce désabusement face à l'avenir : on y trouve **les moins de 25 ans, les cadres supérieurs et les travailleurs indépendants**. Peut-être peut-on aussi indiquer que les habitants de l'Est de la France semblent également épargnés de ce désarroi grandissant.

Quoi qu'il en soit, un constat s'impose : les groupes de « déçus » sont démographiquement bien plus importants que les quelques rares catégories encore préservées de la morosité ; la montée générale du malaise n'en est que plus frappante.

Tableau 6
Les pronostics sur l'avenir : trois groupes principaux de « déçus »,
face à un petit nombre de « satisfaits »

(Pourcentage d'individus considérant
que leurs conditions de vie vont se détériorer dans les 5 ans)

	Début 2007	Début 2008	Evolution 2007-2008
Les seniors			
. Retraité.....	42	60	+ 18
. A plus de 65 ans.....	43	57	+ 14
. A de 60 à 69 ans.....	46	60	+ 14
Les classes moyennes			
. Profession intermédiaire.....	33	50	+ 17
. Femme active	34	47	+ 13
. Salarié du secteur public en CDI.....	38	53	+ 15
Les ruraux			
. Réside dans une commune de moins de 2000 hab.	37	54	+ 17
Ensemble de la population.....	37	47	+ 10
Pour comparaison :			
. Cadre supérieur	39	37	- 2
. Travailleur indépendant	30	28	- 2
. Moins de 25 ans	29	28	- 1

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

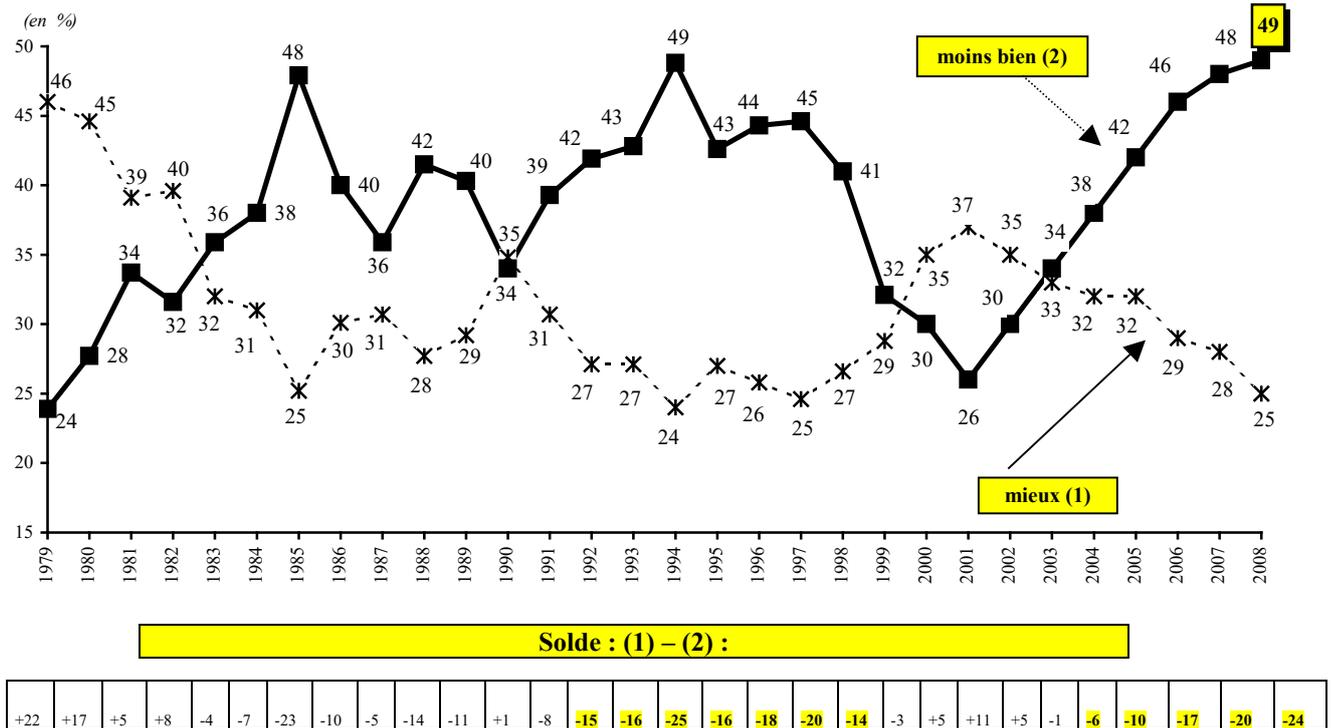
Mais encore faut-il préciser que le pessimisme accru envers les conditions de vie **futures** ne tient pas tant dans le constat que tout un chacun est cette année davantage mécontent de sa **propre** situation personnelle. Le défaitisme réside apparemment plus dans le fait qu' **on se méfie d' autant de l' avenir qu' on est convaincu que la situation des Français, dans leur ensemble, n' est pas bonne.**

C' est en effet ce que l' on constate quand on analyse l' appréciation que les particuliers formulent, non plus sur leurs conditions de vie à venir, mais sur leur niveau de vie personnel **des dix dernières années** , jugement dont on sait qu' il est souvent un bon révélateur de l' opinion portée sur le présent. Or cette appréciation (Graphique 7) ne s' est certes pas améliorée, mais elle ne s' est pas non plus détériorée significativement, comme on aurait pu le craindre au vu des difficultés budgétaires déclarées.

Restons cependant prudent : 49% de la population considèrent que leur propre niveau de vie se dégrade (+ 1 point en un an). Le taux est, encore une fois, un des plus hauts de la séquence ouverte il y a trente ans dans notre enquête. Mais on n' observe pas ici la

progression négative considérable que l'on enregistre pour les restrictions subies ou pour les perspectives d'avenir. D'autre part, nous le verrons plus loin, le nombre d'enquêtés qui jugent que le niveau de vie de l'ensemble des Français se détériore, dépasse de très loin les 49% : il atteint cette année 81%.

Graphique 7
En ce qui concerne votre niveau de vie, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ...*



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

* Les réponses « c'est pareil » n'ont pas été présentées sur ce graphique. Elles représentent 25% des citations, contre 24% l'an dernier.

Autrement dit, le corps social est en pleine remise en question : il ressent ponctuellement de très profondes tensions budgétaires qui lui font craindre beaucoup pour l'avenir proche. Mais une bonne partie ne partage pas – encore ? – le sentiment d'être plongé depuis longtemps dans les affres budgétaires : les craintes collectives sur le niveau de vie de l'ensemble des Français sont en tout cas bien plus aiguës que les appréhensions individuelles, même si ces dernières sont fortement présentes.

On restera cependant mesuré : il est vrai qu'en quatre ans, les jugements sur l'évolution du niveau de vie individuel se sont considérablement dégradés. On retrouve aujourd'hui le niveau des appréciations négatives qu'on constatait pendant les « années de crise », de 1992 à 1997. Le solde entre jugements positifs et négatifs (- 24, cf. Graphique 7) est en

effet aujourd'hui du même ordre de grandeur – parfois au-delà – que tous ceux recueillis dans cette période noire.

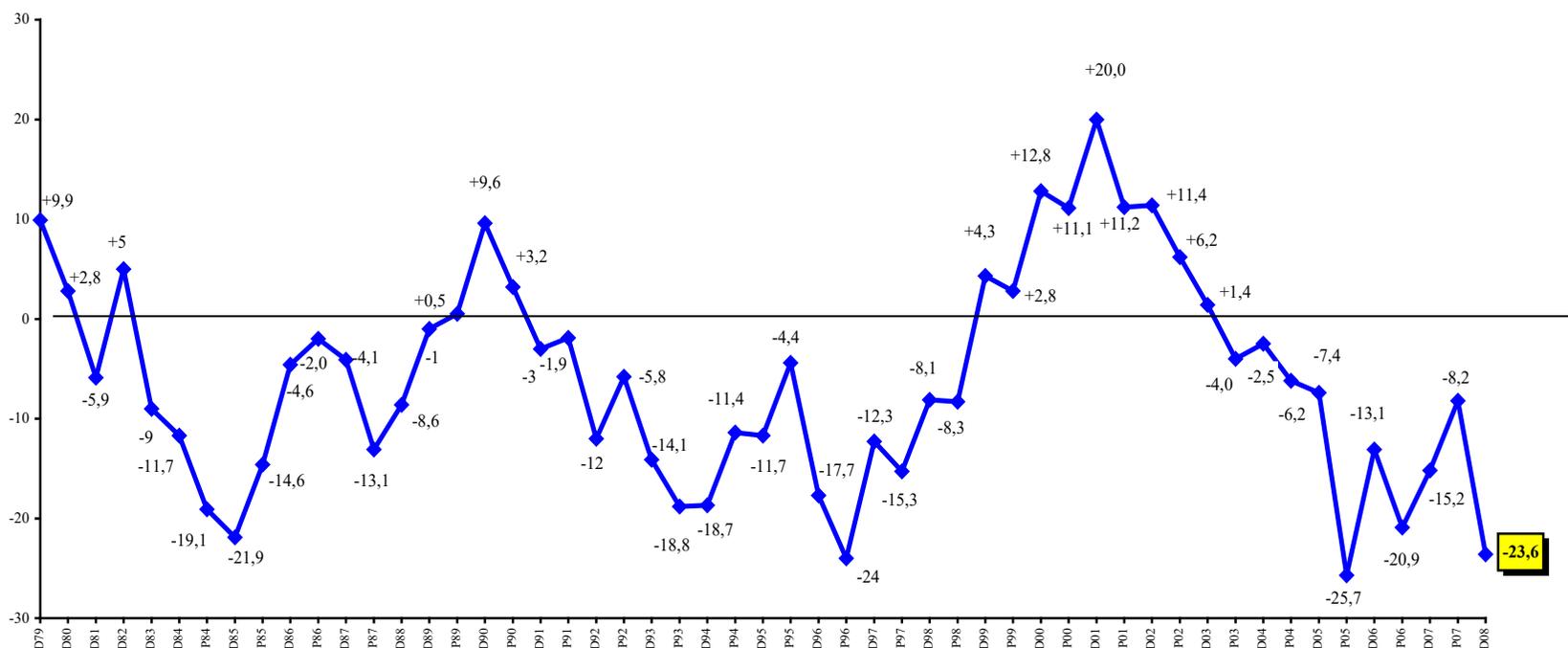
Quoi qu'il en soit, l'hésitation n'est pas de mise : le **malaise individuel** qui a commencé à affecter la société française il y a quelques années, non seulement n'a pas reculé, mais s'est amplifié ces derniers mois. C'est ce que met en évidence l'observation de notre « **indicateur résumé du moral individuel** » : celui-ci tient compte à la fois des appréciations personnelles sur les situations **présentes** et de celles formulées sur **l'avenir**. L'observation graphique de l'évolution de cet indice, semestre par semestre depuis 1979, apporte **trois enseignements principaux** (Graphique 8) :

- * **L'indicateur est maintenant très franchement négatif** (- 23,6). Il est même à un de ses niveaux les plus défavorables de ces trente dernières années, mais sans dépasser les seuils records de juin 2005 (- 25,7) et juin 1996 (- 24).
- * **En juin 2007**, aussitôt après l'élection présidentielle, **un fugace, mais très significatif, espoir de redressement est apparu**. L'indice, tout en restant négatif, est repassé à - 8,2, ce qui correspondait à une nette amélioration par rapport aux quatre semestres précédents. La « chute » n'en a été que plus durement ressentie ces derniers mois : voilà pourquoi nous parlons de **déception**. Elle est graphiquement manifeste : l'indicateur a perdu plus de 15 points en un seul semestre !
- * **Cette baisse de moral a quasiment affecté tous les groupes socio-démographiques**. Seuls y ont échappé les moins de 25 ans, les cadres supérieurs et les Franciliens.

Le sentiment de dégradation des situations personnelles a donc progressé **dans pratiquement l'ensemble du corps social** et non dans quelques catégories particulièrement moroses. Cela a par exemple été le cas chez les diplômés du supérieur (l'indice a perdu 17 points en un an, contre - 9 en moyenne) ou chez les hauts revenus (- 13 en un an), comme chez les employés (- 13 également entre janvier 2007 et janvier 2008).

Graphique 8

Les opinions des ménages sur leur situation personnelle, passée et à venir : l'indicateur résumé retrouve un de ses niveaux les plus critiques*



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

- L'indicateur résumé est la moyenne arithmétique des deux indicateurs suivants : évolution passée du niveau de vie personnel (solde des opinions positives et négatives) ; perspectives d'évolution des conditions de vie personnelles (solde des opinions positives et négatives). La série proposée ici est la série brute, non désaisonnalisée.
P = enquête de Printemps (Juin),
D = enquête de début d'année (janvier).

En définitive, face à cette progression assez généralisée des tensions individuelles, on peut porter l'attention sur **trois groupes qu'il sera intéressant de suivre** dans les prochains mois (Tableau 7) :

1. **Le premier est composé des quelques catégories où le moral économique personnel est positif ou disons, encore « acceptable »** (indice positif ou faiblement négatif) : on y trouve les moins de 35 ans, les cadres supérieurs, les indépendants et les Franciliens. **Aucune autre catégorie ne peut y être classée.**
2. **Le deuxième est celui où le moral individuel est « désastreux »** (indice compris entre – 32 et – 54 !). Comme l'an dernier, plus de 50 ans, non-diplômés, ruraux, bas revenus et femmes au foyer y figurent en bonne place. Ces groupes, avec les retraités en première position, se sont un peu plus enfoncés dans le désenchantement cette année. Ils n'ont pas trouvé en tout cas le « soulagement » qu'ils espéraient du changement présidentiel de la mi-2007.
3. **Le troisième est constitué des catégories au sein desquelles le moral individuel a, en un an, connu une très sérieuse dégradation** (recul de l'indice de 15 à 20 points) : professions intermédiaires, fonctionnaires, femmes actives, diplômés du supérieur, mais aussi habitants de certaines régions telles le Sud-Ouest ou le Bassin Parisien, nous l'avons déjà dit. On y trouve aussi les bénéficiaires de revenus moyens, et même élevés (l'indice a reculé de 10 à 12 points dans ces catégories). Tous ces groupes sont en partie les mêmes que ceux qui déclarent être de plus en plus confrontés aux restrictions. En un mot, il y a bien, dans le malaise actuel concernant le pouvoir d'achat, une des causes les plus apparentes de l'extraordinaire progression de l'anxiété à l'égard de l'avenir proche.

Tableau 7
L'indicateur résumé du moral individuel des ménages : trois grands ensembles méritent attention

		(en %)
		Valeur de l'indicateur résumé des ménages sur leur situation personnelle - Début 2008 -
Les groupes les plus optimistes		
<i>(Indicateur positif)</i>	. 25 ans et moins.....	+ 19
	. Cadre supérieur	+ 5
<i>(Indicateur faiblement négatif)</i>	. 25-34 ans.....	- 4
	. Travailleur indépendant	- 8
	. Réside à Paris – aggl. parisienne.	- 9
Les groupes les plus pessimistes		
<i>(Indicateur inférieur à - 30)</i>	. Retraité.....	- 54
	. 65 ans et plus.....	- 49
	. 50 – 64 ans.....	- 44
	. Aucun diplôme.....	- 36
	. Réside dans une commune de moins de 2 000 hab.....	- 32
	. Revenus de 900 à 1 500 Euros/mois	- 32
	. Reste au foyer.....	- 32
Autres groupes au sein desquels la dégradation a été très rapide cette année		
<i>(Indicateur ayant perdu de 15 à 20 points en un an)</i>	. Profession intermédiaire.....	- 22
	. Diplômé du supérieur	- 16
	. Femme active.....	- 13
	. Salarié du public en CDI	- 26
	. Réside dans le Sud-Ouest.....	- 32
	. Réside dans le Bassin Parisien	- 31
Ensemble de la population.....		- 24

Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

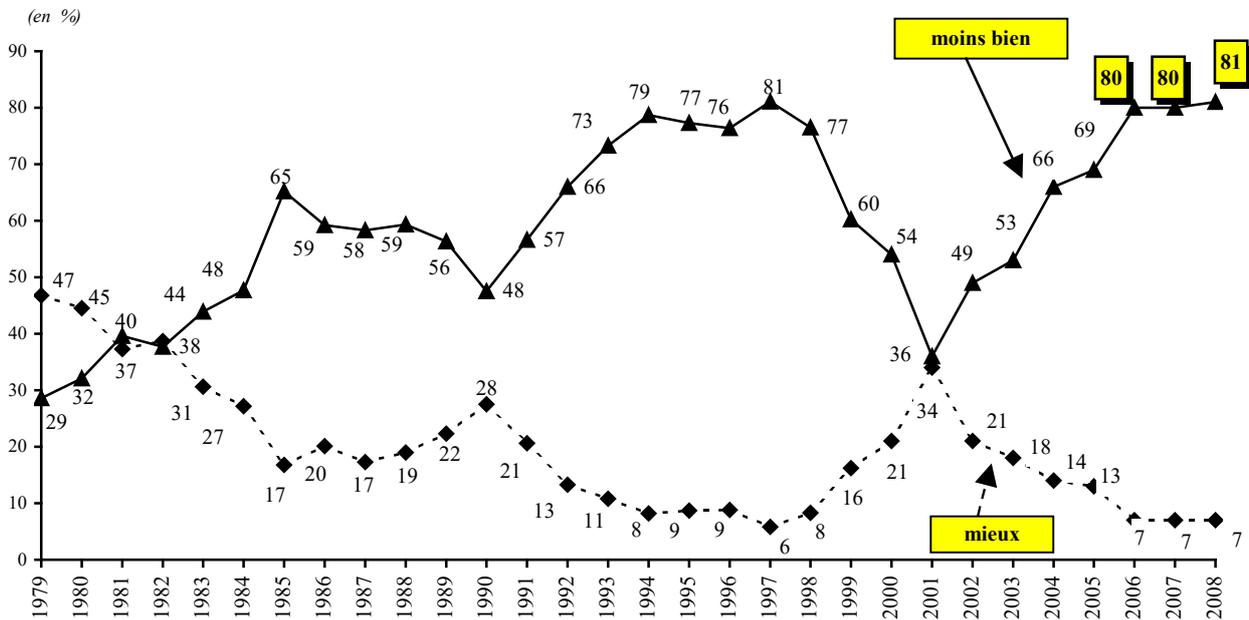
3. Le pessimisme collectif, celui concernant le niveau de vie de l'ensemble des Français, ne recule pas, malgré la baisse ressentie du chômage

Peut-être pourra-t-il paraître étonnant d'analyser séparément, dans ce document, **moral collectif et perceptions individuelles**. Mais l'expérience des vingt-neuf années d'enquêtes passées a souvent permis de mettre en évidence qu'il y a là deux niveaux d'appréhensions différents, souvent complémentaires, parfois contradictoires : c'est dans l'articulation de ces deux niveaux qu'on a pu trouver, à telle ou telle période, quelques explications très révélatrices de l'état d'esprit du corps social. En tout cas, on aurait pu espérer que, compte tenu du recul indiscutable du chômage, le pessimisme collectif, exceptionnel par son ampleur depuis plus de deux ans, entamerait un mouvement de baisse. Ce n'est clairement pas le cas : au contraire, le malaise collectif semble quasiment s'enraciner. **L'insatisfaction record de l'opinion, cette année, réside dans ce cumul des tensions ressenties** : les espoirs individuels s'évanouissent en même temps que les perceptions collectives, loin de s'améliorer, continuent à « s'engluer » dans la morosité.

C'est ainsi que, pour la troisième année consécutive, plus des quatre cinquièmes de la population partagent le sentiment que **le niveau de vie de l'ensemble des Français se dégrade : 81% des enquêtés le pensent**. C'est un point de plus qu'en 2006 et 2007, alors même que le chiffre plafonnait déjà au niveau le plus élevé des trois dernières décennies, quasiment à égalité avec le record de 1997 (Graphique 9).

Certes, il y a quelques mois, aussitôt après l'élection présidentielle, une amélioration était, ici aussi, apparue : en juin 2007, le pessimisme n'était plus partagé « que » par 75% de la population hexagonale. La baisse enregistrée alors – depuis totalement effacée – était cependant loin d'être de même ampleur que celle concernant les perceptions individuelles (*cf.* ci-dessus). En un mot, il semble bien y avoir ce qu'on nommera une sorte d'« **enkystement** » des interrogations désenchantées des Français sur la situation de leurs congénères.

Graphique 9
En ce qui concerne le niveau de vie de l'ensemble des Français, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ... (1)



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

(1) Les réponses « c'est pareil » n'ont pas été présentées sur ce graphique. Elles représentent cette année 11% des avis, contre 12% l'an dernier.

Le plus étonnant – mais voilà plus de 36 mois qu'on l'observe – est l'**unanimité catégorielle** des jugements : le pessimisme collectif est partagé aussi bien au bas de l'échelle des revenus (82%) qu'en haut (81%), chez les non-diplômés (79%) autant que chez les diplômés du supérieur (82%), et chez les ouvriers (79%) comme chez les cadres (83%). Seuls les moins de 25 ans restent un peu en retrait, même si 67% participent du même jugement (Tableau 8).

Force est donc de constater que le « changement » tant espéré l'an dernier, maintenant *a priori* à l'œuvre, n'a guère brisé, ni même entamé le trouble collectif, lancinant depuis 2005-2006.

Tableau 8
Le pessimisme sur la situation des « autres » n'a aucunement reculé,
pas même dans les classes moyennes et supérieures

(Pourcentage d'individus estimant
que le niveau de vie
de l'ensemble des Français se dégrade)

	Début 2006	Début 2007	Début 2008
. Revenus du foyer inférieurs à 900 €/mois	80	82	82
. Revenus du foyer compris entre 1 500 et 2 300 €/mois.....	81	77	81
. Revenus du foyer supérieurs à 3 100 €/mois.	79	79	81
. Travailleur indépendant	76	81	81
. Cadre supérieur	82	80	82
. Profession intermédiaire.....	86	80	84
. Employé.....	81	81	85
. Femme au foyer	81	84	83
. Ouvrier	78	81	79
. Retraité	81	79	81
. Moins de 25 ans	67	69	67
. 25 - 34 ans	77	80	84
. 35 - 49 ans	83	83	83
. 50 - 64 ans	86	81	87
. Plus de 65 ans.....	79	80	79
Ensemble de la population	80	80	81

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

En tout cas, alors que pendant des années, nous avons mis en évidence, dans cette note de conjoncture, les liens directs existant entre la courbe du chômage et le pessimisme collectif, il faut bien admettre que **la baisse quasi continue du nombre de chômeurs ces derniers mois² n'a pas suffi à « rasséréner » l'opinion** ou, pour le moins, n'a pas suffi à lui redonner la capacité de percevoir moins négativement la conjoncture hexagonale.

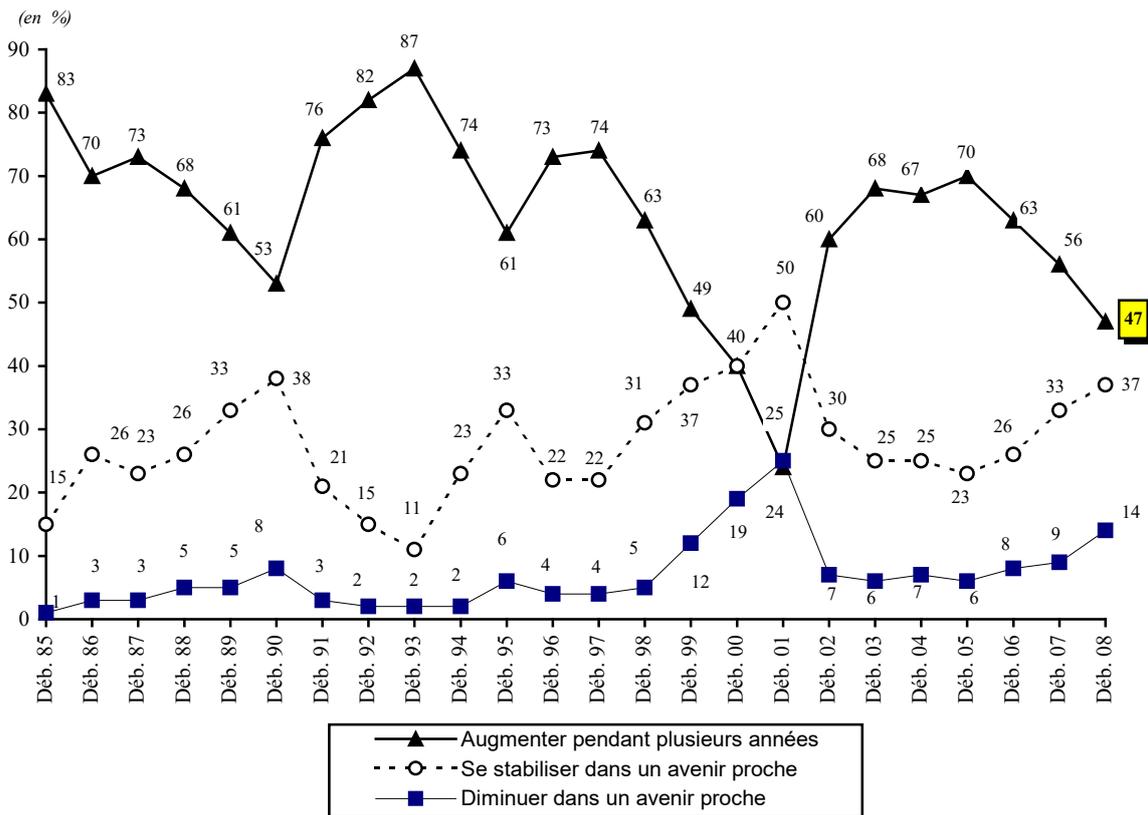
Et ce n'est plus seulement de **scepticisme** dont il faut parler puisque le corps social admet bien depuis quelques mois une certaine amélioration de la situation de l'emploi : pour la première fois depuis 2001, **une majorité de la population (51%) pense en effet que le nombre de chômeurs va se stabiliser ou diminuer dans un avenir proche**. En un mot, « seulement » 47% des Français croient maintenant à un

² Le taux de chômage calculé par l'INSEE au 4^{ème} trimestre 2007, dernier connu à ce jour, n'a jamais été aussi bas depuis octobre 1983.

accroissement du nombre de chômeurs ; le taux était de 56% l'an dernier. Les pronostics négatifs ont reculé de 9 points cette année et de 16 en deux ans (Graphique 10). **L'amélioration du marché de l'emploi est donc indéniablement reconnue par la population, alors même que le malaise collectif persiste.**

Graphique 10
Le nombre de Français croyant à une hausse du chômage recule nettement

A votre avis, le nombre de chômeurs va...



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Peut-être peut-on formuler un début d'hypothèse : ne serait-ce pas le sentiment « **d'impuissance** » des gouvernants à juguler le fléau qui, paradoxalement, perdurerait encore dans l'opinion, alors même que certains commencent à admettre une amélioration de la situation ? Une chose est sûre : **le reflux des anticipations négatives concernant le chômage s'observe cette année dans tous les groupes socio-démographiques sans aucune exception.**

Le recul a même été particulièrement fort dans les catégories les plus pessimistes l'an dernier : par exemple - 15 points chez les chômeurs eux-mêmes (contre - 9 en moyenne), - 13 points chez les employés, - 13 chez les 35-49 ans. C'est seulement chez

les femmes au foyer que l'inflexion a été plus modérée (- 4 points, cf. Tableau 9). De fait, 57% d'entre elles estiment encore que le nombre de chômeurs va augmenter (contre 47% en moyenne). Mais c'est une des seules exceptions. Il y a bien eu en tout cas, cette année, **une amélioration générale des pronostics concernant le chômage**.

Tableau 9
Le pourcentage d'individus croyant à une progression du chômage a reculé partout et encore plus vivement dans les groupes, l'an dernier, les plus pessimistes

	% d'individus estimant que le nombre de chômeurs va continuer à augmenter - Début 2008 -	Evolution 2007 - 2008
Groupes où le taux était, l'an dernier, parmi les plus élevés		
. Chômeur.....	50	- 15
. Employé.....	51	- 13
. Travailleur indépendant	47	- 15
. Ne dispose d'aucun diplôme	52	- 10
. Femme au foyer	57	- 4
. Revenus du foyer compris entre 900 et 1 500 €/mois	54	- 7
. A de 35 à 49 ans.....	48	- 13
. Ouvrier.....	49	- 11
Ensemble de la population	47	- 9
Groupes où le taux était, l'an dernier, parmi les plus faibles		
. Cadre (supérieur ou moyen).....	42	- 7
. Moins de 25 ans	44	- 5
. Réside à Paris – Agglomération parisienne	42	- 6
. Revenus du foyer supérieurs à 3 100 €/mois	38	- 7
. Diplôme du supérieur	41	- 1

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Exemple de lecture : Au début 2008, 51% des employés croient que le nombre de chômeurs va continuer à augmenter. Ce taux a reculé de 13 points par rapport au début 2007 (contre - 9 points en moyenne).

C'est également un paradoxe du même ordre qui apparaît quand on observe l'évolution de la confiance des Français dans **la capacité du gouvernement actuel à résoudre les problèmes posés** : certes, il est patent que 60% ne lui font pas crédit ; mais **37% se montrent positifs**. Sans être élevé, ce taux s'est quand même amélioré de **15 points** par rapport à l'an dernier ; il n'a jamais, à vrai dire, été aussi haut depuis 2003 (Tableau 10). Or, on l'a vu, le moral collectif ne s'est aucunement amélioré, même de quelques points. La déception des Français serait-elle aujourd'hui si destructrice qu'elle

annihilerait presque, « tuerait dans l'œuf » quasiment tout début d'appréciation éventuellement positive ?

Tableau 10
Faites-vous confiance au gouvernement de François Fillon pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement ?

(en %)

	Pour comparaison : gouvernement Raffarin			Pour comparaison : gouvernement Villepin		Début 2008
	Début 2003	Début 2004	Début 2005	Début 2006	Début 2007	
. Tout à fait confiance.....	8 } 46	4 } 28	3 } 23	3 } 26	2 } 22	5 } 37
. Plutôt confiance.....	38 } 49	24 } 67	20 } 74	23 } 69	20 } 73	32 } 60
. Plutôt pas confiance.....	26 } 49	29 } 67	32 } 74	35 } 69	33 } 73	28 } 60
. Pas du tout confiance.....	23 } 49	38 } 67	42 } 74	34 } 69	40 } 73	32 } 60
. Ne sait pas.....	5	4	3	5	5	-
Ensemble de la population	100	100	100	100	100	100

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Quoi qu'il en soit, l'analyse des principales préoccupations des Français confirme **que le chômage continue à reculer dans la hiérarchie des thèmes prioritaires** : à 22%, il n'occupe plus que la cinquième place. Après avoir perdu 6 points l'an dernier, il en concède à nouveau 2 (Tableau 11). Le thème de « la violence, l'insécurité » (26%) recule également de 3 points, tandis que les deux places de tête restent occupées par « **les maladies graves** » (33%) et « **la pauvreté en France** » (32%).

On remarquera simplement que le pessimisme concernant le niveau de vie de l'ensemble des Français est plus élevé quand « la pauvreté en France » est en bonne place des soucis prioritaires. C'est précisément le cas depuis trois ans. Peut-être ce sujet joue-t-il beaucoup sur la morosité collective actuelle ?

Tableau 11
Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ?

- Sommation des deux premières réponses chaque année -

(Réponses classées par ordre décroissant des citations du début 2008)	(en %)										
	Début 1991	Début 1997	Début 1999	Début 2001	Début 2002	Début 2003	Début 2005	Début 2006	Début 2007	Début 2008	Evolution 2007-2008
	(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)	(I)	(J)	(J) - (I)
. Les maladies graves	28	26	30	38	31	30	33	29	32	33	+ 1
. La pauvreté en France	16	25	24	21	19	22	28	32	32	32	=
. La violence et l'insécurité	23	25	33	38	48	35	31	28	29	26	- 3
. La dégradation de l'environnement	12	8	8	18	14	15	17	19	19	25	+ 6
. Le chômage	27	52	44	27	24	26	25	30	24	22	- 2
. La pauvreté dans le monde	15	16	19	17	17	18	23	23	22	21	- 1
. Les tensions internationales	16	5	5	6	10	20	12	8	11	13	+ 2
. L'immigration	17	13	10	8	10	13	10	11	12	11	- 1
. La drogue	37	22	22	21	21	12	14	10	11	9	- 2
. Les conflits sociaux	4	5	4	4	5	5	4	6	5	6	+ 1
. L'Europe	6	3	1	2	1	2	3	4	3	2	- 1

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

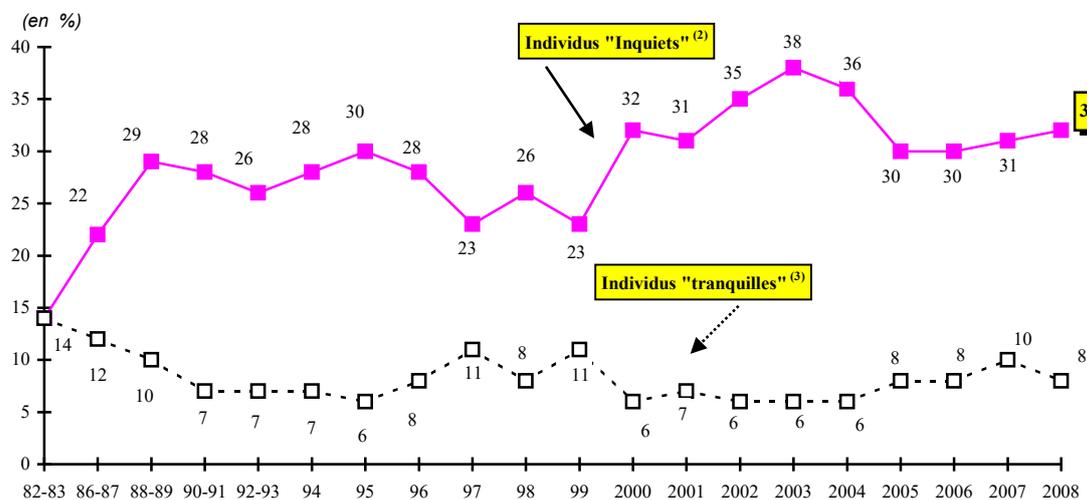
Il reste que l'évolution la plus marquante cette année est **la montée des préoccupations concernant « la dégradation de l'environnement »** (25% de citations) : 6 points ont été gagnés en un an. Il est vrai que l'intervention de Nicolas Hulot, l'entrée de l'écologie dans la campagne présidentielle et qu'ensuite, la tenue du Grenelle de l'Environnement ont contribué à populariser le sujet. C'est en tout cas **la première fois depuis 1991 que le thème environnemental prend la quatrième place au palmarès des préoccupations hexagonales**. Cette montée a affecté, plus ou moins fortement, tous les groupes socio-démographiques. La « dégradation de l'environnement » est même maintenant la préoccupation numéro un chez les hauts revenus (31%), chez les cadres (33%) et surtout chez les travailleurs indépendants (40%, + 10 points en un an).

Mais, redisons-le, malgré cette montée significative et inédite de la « cause environnementale » (jamais, depuis 1991, celle-ci n'avait recueilli plus de 20% des citations), l'idée de « payer plus pour l'environnement » s'effondre : tels une irrésistible marée, en ce début 2008, **les tourments budgétaires emportent tout sur leur passage, submergeant les autres préoccupations**.

Ce n'est pas pour autant que **les inquiétudes des Français ont disparu**. Au contraire, elles participent toujours du vague à l'âme collectif du pays, même si les questions budgétaires aidant, on en parle moins. Car les peurs n'ont pas reculé ces derniers mois, s'inscrivant presque au même niveau depuis quatre ans. Elles se sont même légèrement accrues : **32% des Français peuvent être qualifiés d'inquiets** (+ 1 point cette année). C'est un taux élevé, comme le confirment les fluctuations de l'indice depuis vingt-cinq ans (Graphique 11).

Certes, le pays a connu pire, avec 35-38% d'inquiets entre 2002 et 2004, lorsque les problèmes d'insécurité quotidienne et la peur de la guerre (intervention en Irak) avaient exacerbé les appréhensions. Mais on ne peut pas ne pas rappeler que depuis le début 2000, les craintes ont atteint dans notre pays un palier – au-dessus des 30% – qu'elles n'avaient jamais connu avant, ni dans les années 80 (14 à 20% d'inquiets), ni dans les années 90 (23 à 30%). En un mot, les inquiétudes sont toujours là. Et si elles n'ont pas connu récemment de flambée intempestive de fièvre, elles n'ont pas non plus régressé : **elles constituent toujours la toile de fond du climat hexagonal**.

Graphique 11
Un ancrage des inquiétudes à un niveau élevé ⁽¹⁾



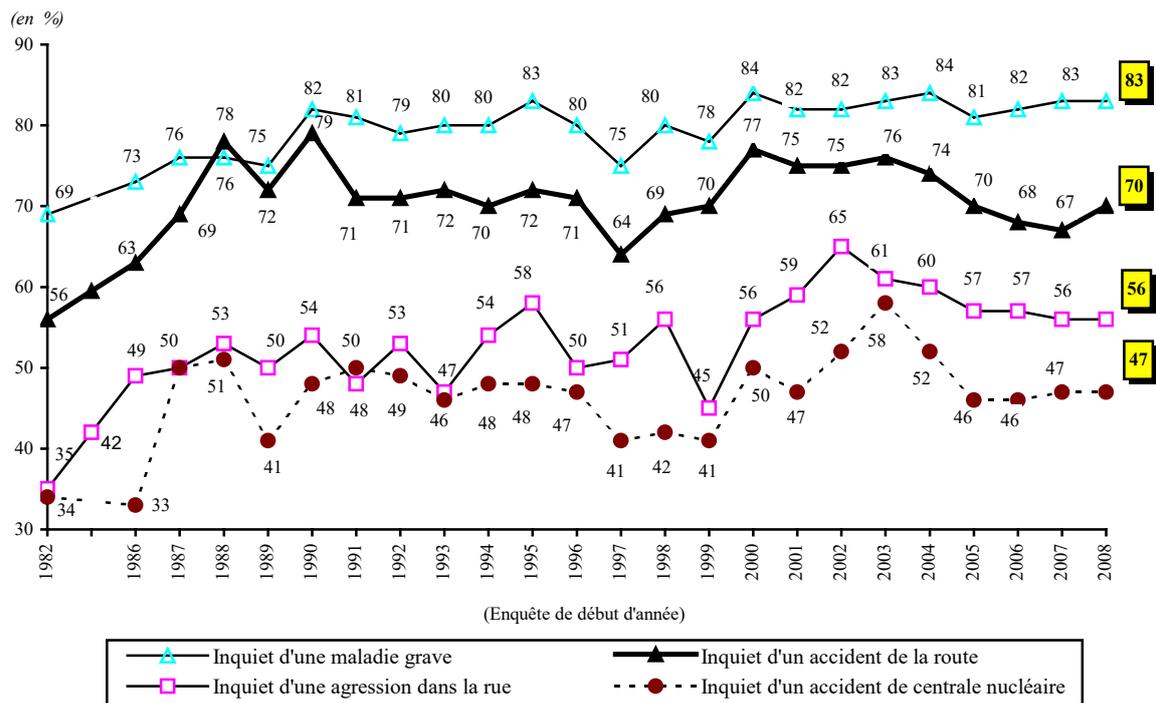
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

- (1) L'indicateur d'inquiétudes prend en compte quatre sujets différents : risque d'une maladie grave, risque d'un accident de la route, risque d'une agression dans la rue et risque d'un accident de centrale nucléaire.
- (2) Pourcentage d'individus déclarant éprouver de l'inquiétude, pour eux ou pour leurs proches, face à chacun des quatre sujets retenus (**cumul** des quatre domaines).
- (3) Pourcentage d'individus déclarant ne pas éprouver d'inquiétudes, pour eux ou pour leurs proches, sur **aucun** des quatre sujets retenus.

Cet **ancrage des peurs** est d'autant plus marquant que notre indicateur, rappelons-le, **synthétise** les attitudes portant sur quatre variables différentes, **quatre sujets de risques distincts** (desquels le chômage a été volontairement exclu). Ces risques ont trait à des dangers aussi bien **individuels** (maladie grave, accident de la route, agression dans la rue) que **collectifs** (accident de centrale nucléaire). L'indicateur mesure le nombre de personnes **inquiètes conjointement sur les quatre thèmes** : il traduit donc une « **peur cumulée** », non réductible à un seul sujet.

Et de fait, les courbes du Graphique 12 mettent en évidence une certaine **permanence des craintes** face à **chacun** des risques évoqués. Le plus révélateur est que même dans un des domaines sur lequel un effort significatif a été réalisé ces dernières années (lutte contre l'insécurité routière), les peurs se sont plutôt raffermissées (70% d'inquiets d'un accident de la route, + 3 points en douze mois).

Graphique 12
Les différentes peurs ne reculent pas



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

Nous ne reviendrons pas cette année – une fois n'est pas coutume – sur la lente, mais inexorable **montée des inquiétudes** dans la société française depuis plus de deux décennies. Mais on ne peut oublier qu'elle traduit un trouble profond, toujours présent : ces craintes sont le révélateur d'un pesant **malaise « existentiel »**, celui d'être partie prenante d'une société fragile, totalement incertaine, en **permanence** confrontée à des

dangers multiformes et renouvelés, périls face auxquels beaucoup ressentent une totale **impuissance, collective et individuelle**³. Marées noires et pollutions, risques liés à la consommation de certains produits alimentaires, terrorisme, réchauffement climatique, violences urbaines ..., font partie, parmi d'autres, de ces multiples dangers perçus comme **quasi-inéluctables et presque totalement incontrôlables**.

En un mot, **ces peurs sont un des signes les plus patents et les plus symptomatiques de l'insécurité ressentie**.

Il ne fait aucun doute, en tout cas, que ce malaise existentiel – qui traverse toutes les couches de la société – continue à faire partie du paysage hexagonal. Il est même certainement **un des éléments explicatifs du pessimisme qui étreint le pays**. Encore qu'on a peut-être tendance à l'oublier, face aux exigences budgétaires, exacerbées, de ce début 2008.

³ Cf. G. Hatchuel, Note de conjoncture de début 2007.

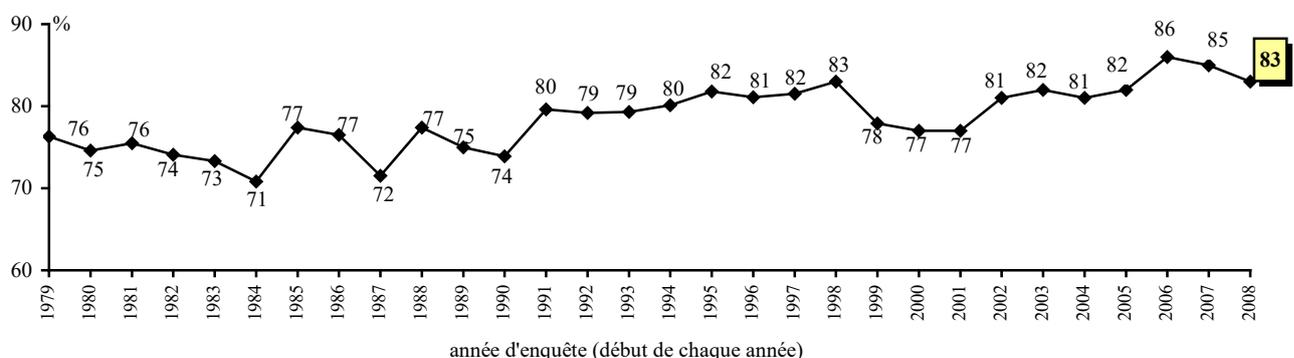
4. Malgré une légère inflexion, les demandes de réformes profondes de la société sont toujours au cœur des attentes

C'est donc aujourd'hui, sans conteste, **le pouvoir d'achat** qui est devenu l'exutoire du pays, alors qu'il y a un an, au début 2007, c'était **le désir de changement** qui rongait littéralement l'opinion, cristallisant presque totalement l'attention. Mais **on aurait grand tort de penser que les réformes ne sont plus à l'ordre du jour** : force est en effet de constater que, malgré une légère inflexion, la demande de renouveau, l'envie de voir réformer la société française sont toujours présentes dans le corps social, fortement mises en avant, au moins dans les déclarations.

Bien sûr, on ne peut manquer de s'interroger : est-ce qu'il n'est pas encore trop tôt pour que l'opinion ait pu prendre la mesure des effets réels des réformes récemment engagées, d'où le maintien de ses demandes ? N'est-ce pas plutôt – autre hypothèse – que l'opinion cultive le sentiment qu'il n'y a pas encore eu assez de réformes de fond ? Ne s'agit-il pas là enfin, tout simplement, d'une demande « symbolique » de changement, tant on sait que, dans notre pays, les réformes font peur en même temps qu'on les réclame ?

Il est encore prématuré de trancher définitivement. Mais une chose est certaine : si la volonté réformatrice a toujours été dans notre pays, depuis trente ans, d'un niveau élevé, elle se situe encore aujourd'hui, comme en 2006 et 2007, à un seuil rarement atteint depuis 1979 : malgré un léger recul cette année, **83% de nos concitoyens considèrent que la société française doit se transformer profondément** (Graphique 13).

Graphique 13
Le pourcentage d'individus estimant que la société française a besoin de se transformer profondément

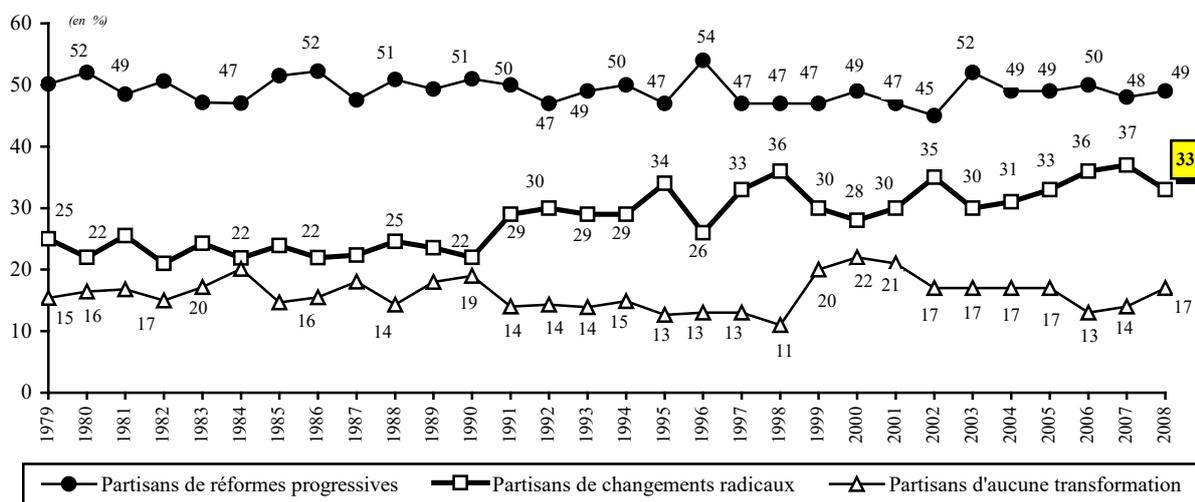


Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

On ne doit pas pour autant passer sous silence que l'état d'impatience collective face au changement, qui tourmentait le pays il y a 12 mois, semble avoir commencé à s'apaiser. Car si l'attente de réformes profondes reste forte, ce sont surtout les partisans de changements « radicaux » qui sont moins nombreux : 33%, contre 37% l'an dernier (Graphique 14).

Il y a là probablement les premiers signes d'un recul de « l'exacerbation » qui culminait en janvier 2007 : on retrouve un niveau de « radicalité » sans doute très significatif, mais sans plus rien d'exceptionnel au vu des chiffres de cette dernière décennie.

Graphique 14
Une forte demande de réformes, mais avec un peu moins de radicalisme



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Il demeure que si la « radicalité » a cette année reculé dans la plupart des groupes socio-démographiques, cette baisse n'a pas été systématique : le pourcentage de demandeurs de réformes radicales a progressé, à l'inverse de la tendance générale, notamment chez les professions intermédiaires (31%, + 2 points en un an), les bas revenus (38% chez les titulaires de 900 à 1 500 Euros /mois, + 3 points), ou même les catégories aisées (33%, + 2 points).

Néanmoins, la baisse a été particulièrement sensible **dans deux grands groupes** (Tableau 12) :

- * Dans les catégories « habituellement » les plus revendicatives (ouvriers, diplômés intermédiaires, travailleurs indépendants ...), le nombre de radicaux, après la poussée de fièvre de l'an dernier (taux alors compris entre 39 et 49%), est revenu quasiment « à la normale », c'est-à-dire à une situation proche de celle de 2005, avant l'exacerbation des deux dernières années. Ces groupes restent cependant encore très « protestataires » (taux de 33 à 39%).
- * Dans les catégories pourtant peu habituées à des velléités revendicatives, celles où on avait vu l'an dernier monter quelques exceptionnelles bouffées de chaleur réformatrices (cadres supérieurs, 60-69 ans, ruraux...), le taux recule aussi, mais en restant cette fois au-dessus de la situation de 2005. En un mot, **dans ces groupes, la soif réformatrice ne s'est pas étanchée !**

Tableau 12
Même si la demande de réformes radicales a reculé, le taux reste élevé dans beaucoup de groupes

(Pourcentage d'individus partisans de réformes radicales)

	Début 2005	Début 2007	Début 2008	Evolution 2007-2008
Groupes « habituellement » les plus revendicatifs				
. Ouvrier.....	37	46	39	- 7
. Diplômé du bepc, technique inférieur au bac	36	44	36	- 8
. Chômeur	37	49	33	- 16
. Travailleur indépendant	38	48	37	- 11
. Femme au foyer	39	39	34	- 5
. 25-34 ans	37	40	36	- 4
. Ne dispose d'aucun diplôme.....	34	41	34	- 7
Groupes ayant connu l'an dernier une « poussée de fièvre »				
. Cadre supérieur	24	39	29	- 10
. A de 60 à 69 ans	28	38	35	- 3
. Réside dans une commune de moins de 2 000 habitants ...	29	38	32	- 6
. A de 35 à 49 ans	32	40	34	- 6
Ensemble de la population	33	37	33	- 4

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Autrement dit, la volonté de réformes est toujours là, même si elle est exprimée maintenant de façon moins aiguë, ou plutôt un peu moins radicale.

C'est d'ailleurs ce que l'on retrouve dans l'observation des réponses aux quatre questions, posées l'an dernier pour la première fois dans l'enquête, sur **les changements de fond** à apporter dans la société française. A vrai dire, en douze mois, peu de modifications sont apparues : certes, la fièvre s'est un peu atténuée, mais le léger recul constaté ne peut masquer **le niveau considérablement élevé des attentes exprimées** (Tableau 13). En tout cas, les critiques institutionnelles sont confirmées dans toute leur intensité :

- **85%** de la population (88% l'an dernier) estiment qu'il faut apporter de profonds changements « **dans le système éducatif français** ».
- **82%** admettent la nécessité de forts changements « **dans le fonctionnement des services publics** » (83% l'an dernier).
- **78%** pensent la même chose pour les changements dans le « **fonctionnement des institutions** » (81% il y a un an).
- **78%** attendent de sérieuses transformations « **en matière d'aide et de protection sociales** » (80% l'an dernier).

Tableau 13

L'attente de changements reste considérable, malgré une très légère inflexion

A votre avis, faut-il, dans la société française, apporter de profonds changements

<i>(Modalités classées dans l'ordre de présentation à l'enquête)</i>	<i>(% de réponses « oui »)</i>	
	Début 2007	Début 2008
. Dans le fonctionnement des institutions ?	81	78
. Dans le système éducatif ?.....	88	85
. Dans le fonctionnement des services publics ?.....	83	82
. En matière d'aide et de protection sociales ?.....	80	78
Réponse « oui » aux quatre changements à la fois (les « réformateurs profonds »).....	62	59

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Les pourcentages présentés confirment en tout cas que l'aspiration au changement est encore imposante dans la société française, quasi irrépessible. D'ailleurs, 59% des Français prônent **les quatre types de réformes à la fois** (3 points de moins que l'an dernier), alors même que chacune d'entre elles est très lourde : le léger recul observé ne peut donc dissimuler l'importance du désir de renouveau. **Cette envie est finalement**

plus que vivace, presque aussi acérée, près d'un an après l'entrée en fonction de la nouvelle équipe au pouvoir.

L'observation, sur douze mois, de l'évolution catégorielle du nombre de « profonds réformateurs » (c'est-à-dire des demandeurs de changements sur les quatre sujets à la fois) apporte quelques enseignements supplémentaires (Tableau 14) :

- * Chez ceux qu'on peut appeler « **les déçus** », autrement dit les groupes qui envisagent aujourd'hui bien plus négativement leur avenir (professions intermédiaires, retraités, ruraux...), le nombre de réformateurs n'a pas vraiment régressé ; **il s'est même parfois accru de quelques points**. Ce qui tend à laisser penser qu'une partie de leur désillusion tient dans le fait qu'ils considèrent insuffisantes ou insatisfaisantes les réformes engagées et/ou qu'ils en attendent d'autres. En tout cas, ils en sont toujours autant demandeurs. C'est également la position des titulaires de revenus « moyens-bas » (900 à 1 500 Euros/mois) : le pourcentage de « réformateurs » atteint, chez eux, les 65% (+ 2 points en un an).

Tableau 14
Le nombre de « réformateurs » reste élevé partout,
même si on observe quelques évolutions contradictoires

(% de « profonds réformateurs »,
c'est-à-dire de demandeurs de réformes
sur les 4 sujets évoqués au Tableau 13)

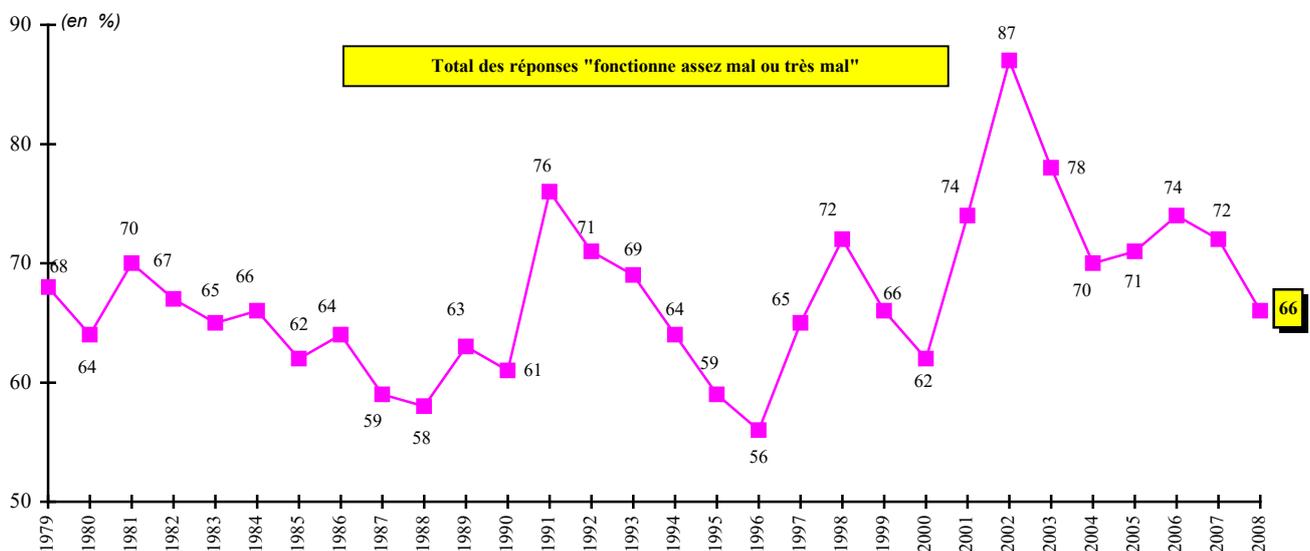
	Début 2007	Début 2008	Evolution 2007-2008
Les groupes de « déçus » - (cf. Tableau 6)			
. Retraité.....	57	59	+ 2
. Profession intermédiaire.....	60	61	+ 1
. Salarié du public en CDI.....	53	52	- 1
. Réside dans une commune de moins de 2 000 habitants	59	59	=
Les groupes de « satisfaits » - (cf. Tableau 6)			
. Cadre supérieur	57	51	- 6
. Moins de 25 ans	58	53	- 5
. Travailleur indépendant	67	60	- 7
Quelques-uns des plus gros demandeurs de réformes l'an dernier			
. Employé	71	63	- 8
. Ouvrier	68	60	- 8
. Femme active	69	63	- 6
. Réside dans une commune de 20 000 à 100 000 hab.	69	63	- 6
Ensemble de la population	62	59	- 3

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

* Dans la plupart des autres catégories, le recul du nombre de « réformateurs » a été plus net. C'est aussi bien le cas dans les groupes les plus demandeurs l'an dernier (- 6 à - 8 points) que dans les quelques très rares catégories considérées aujourd'hui comme « relativement satisfaites » (- 5 à - 7 points). Ce recul est là plus difficile à analyser : est-ce une baisse liée au fait qu'on commence à trouver suffisantes les réformes engagées ? Est-ce une crainte face aux risques de « déstabilisation », de troubles que les réformes peuvent susciter ? En tout cas, on observe que même après ce recul, dans toutes ces catégories, **la proportion de « réformateurs » reste majoritaire** (de 51 à 63%). En un mot, l'attente de réformes significatives est toujours aiguë, et elle traverse encore **l'ensemble** du corps social.

Ce qui n'empêche pas que **des améliorations** commencent à être perçues : on note, par exemple, un recul du sentiment que l'institution judiciaire fonctionne mal dans notre pays (- 6 points). Les critiques restent cependant élevées, même si elles n'ont jamais été aussi faibles depuis 2001.

Graphique 15
Le pourcentage d'individus estimant que la justice fonctionne mal en France : un début d'amélioration



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Quoi qu'il en soit, il apparaît que le profil des demandeurs de réformes (les « profonds réformateurs ») est assez sensiblement le même que l'an dernier. En particulier, ceux-ci se caractérisent par **un sérieux pessimisme collectif, des inquiétudes** plus acérées qu'en moyenne, notamment en matière d'agression dans la rue et par une dénonciation

plus vive de **certains effets pervers des aides sociales**, réclamant dans ce domaine davantage de **contrôles**. Nous allons y revenir.

Autrement dit, les causes de la demande de changement restent les mêmes que l'an dernier : le malaise collectif, les inquiétudes, les interrogations sur le système social contribuent à accroître cette demande ..., que les tensions sur le pouvoir d'achat n'ont évidemment pas apaisée. En tout cas, une conclusion domine au vu de l'importance des souhaits de transformation de la société, et de leur **permanence** depuis maintenant plus de 24 mois : **le recul du pessimisme et des interrogations collectives passe aujourd'hui par un effort très significatif, soutenu et durable, de réformes sociétales ...** et, bien entendu, par **la reconnaissance** de cet effort par l'opinion. Ce n'est donc pas, nous semble-t-il, une pause dans les réformes que le corps social attend, c'est leur poursuite.

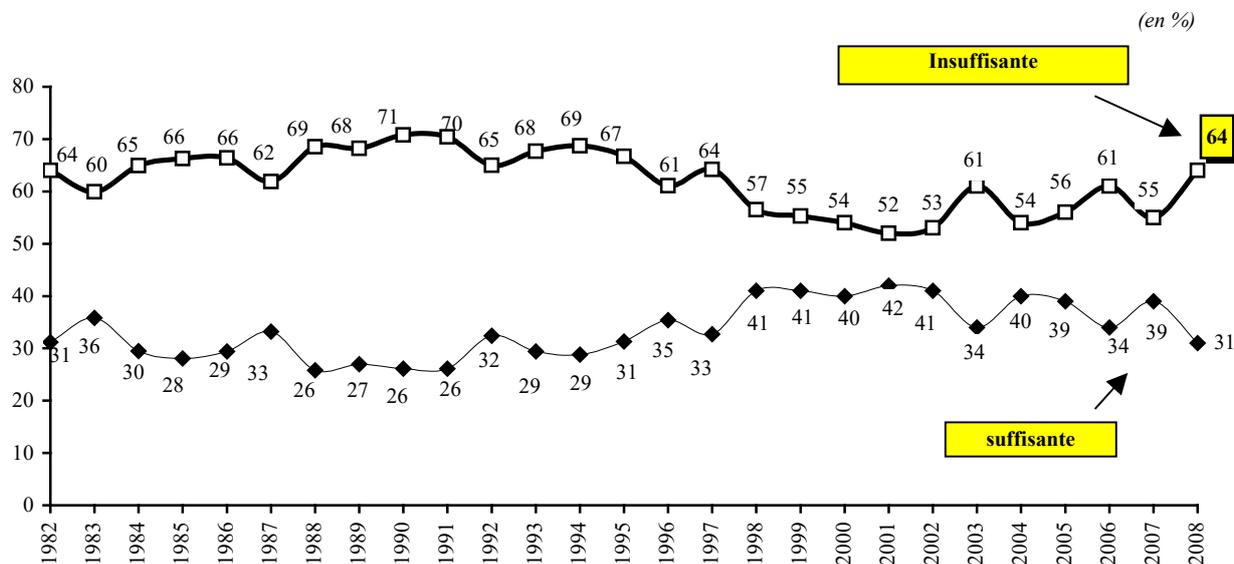
5. Les interrogations sur le contrôle et l'impact des aides sociales restent présentes, malgré le désir de prestations plus élevées

Pouvait-il vraiment en être autrement ? L'exacerbation des attentes en matière de pouvoir d'achat, l'exigence d'amélioration des revenus sont telles, en ce début 2008, qu'on ne pouvait que s'attendre à voir apparaître une certaine **soif de prestations, une appétence plus aiguisée à l'égard du montant des aides sociales.**

C'est bien ce qu'il apparaît, tout à fait spectaculairement, dans les jugements formulés sur le montant des prestations versées aux familles : **64% de la population, allocataires ou non, jugent ce montant insuffisant.** Neuf points ont été gagnés en douze mois ! En réalité, voilà **onze ans** que ce taux n'avait pas été aussi élevé. Il avait pourtant dépassé ce palier tout au long des années 80 et au début des années 90 (Graphique 16).

Graphique 16
Une appétence accrue à l'égard du montant de l'aide aux familles

Les familles qui ont des enfants touchent des prestations (Les prestations familiales), destinées à les aider.
Pensez-vous que cette aide est globalement ...



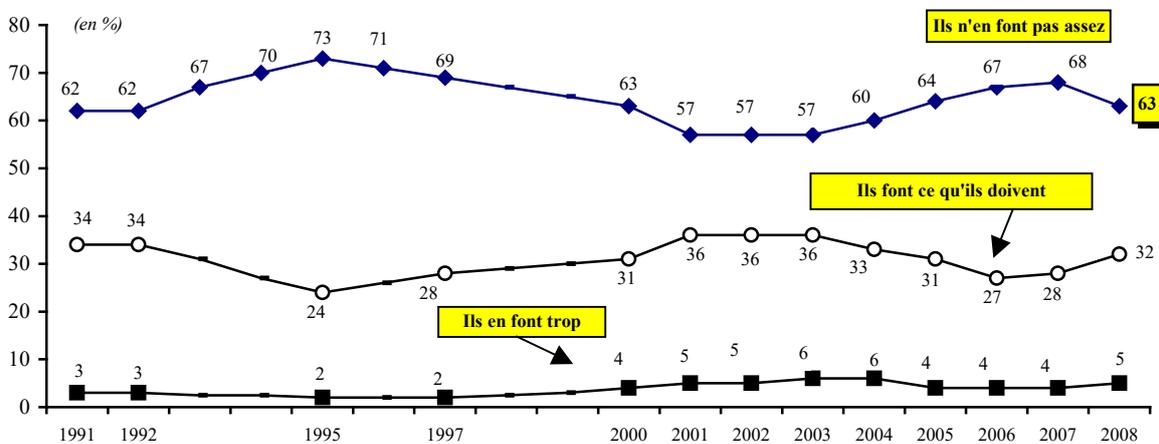
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Or, cette appétence accrue à l'égard des prestations sociales – aspiration rarement aussi élevée depuis une décennie – est **loin d'avoir fait disparaître les préventions d'une bonne partie de l'opinion à l'égard des modalités de distribution des aides.** Bien au contraire : ces doutes se maintiennent en ce début 2008 et même parfois s'amplifient.

Autrement dit, les attitudes du corps social se caractérisent, peut-être plus encore que ce n'était le cas ces dernières années, par une **juxtaposition** singulière, une cohabitation certaine entre, d'un côté, un fort attrait à l'égard des prestations sociales, une attente d'intervention auprès des plus démunis et, de l'autre, des réserves envers les risques que ces aides peuvent générer en matière de désincitation au travail et, plus largement, envers l'efficacité des contrôles effectués pour l'attribution de ces prestations. En un mot, les **Français veulent plus de social en même temps qu'ils semblent s'en méfier**.

En tout cas, l'attachement de nos concitoyens à l'Etat-Providence, celui qui doit permettre à chacun de « vivre décemment », n'est pas moins manifeste qu'il ne l'était il y a quelques années. Cet attachement, est-il besoin de le préciser, n'est aucunement remis en cause. Par exemple, 63% de la population considèrent que « **les pouvoirs publics n'en font pas assez pour les plus démunis** ». Le taux reste très élevé, même si 5 points ont été perdus cette année (Graphique 17). Quoiqu'il en soit, seuls 5% des Français trouvent qu'« on en fait trop » pour les plus défavorisés dans notre pays. Ce pourcentage infime est du même ordre de grandeur depuis 1991.

Graphique 17
La demande d'intervention envers les plus défavorisés reste forte
 Estimez-vous que les pouvoirs publics font trop, font ce qu'ils doivent ou ne font pas assez pour les plus démunis ?



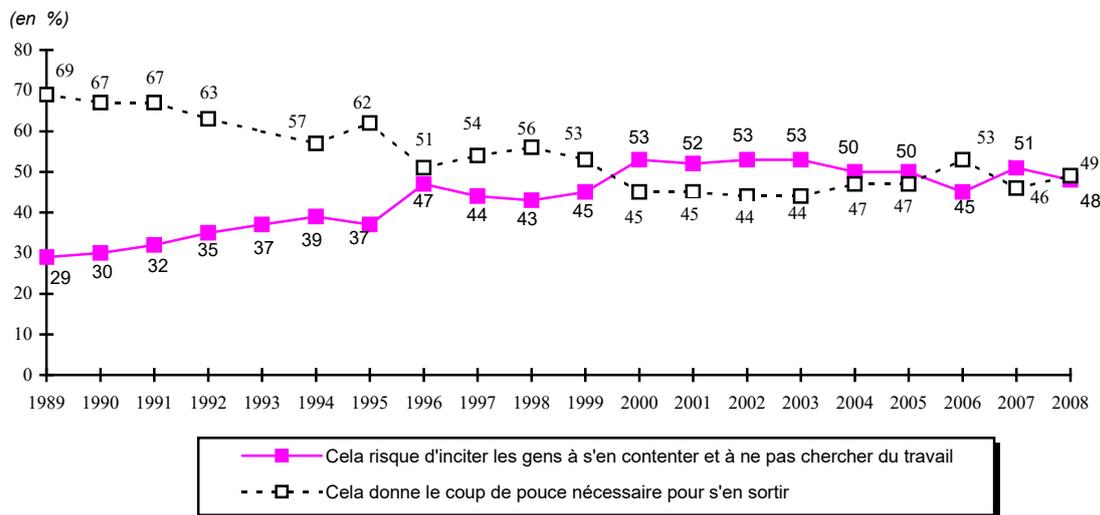
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

D'ailleurs, le regard porté sur les populations pauvres est clairement « **compatissant** », bien plus en tout cas que réprobateur : **64% des enquêtés** (même chiffre que l'an dernier) considèrent que les personnes en situation de pauvreté le sont, non parce qu'elles n'ont pas fait d'efforts pour s'en sortir (31% des réponses), mais **parce qu'elles n'ont pas eu de chance**.

Autrement dit, les Français ne renient pas leurs attitudes solidaires à l'égard des plus démunis. Ce n'est d'ailleurs ni la nécessité des actions engagées dans le domaine qui est en question, ni leur opportunité. C'est par contre, en partie, **leur efficacité** : les interrogations de la population portent, avant tout, **sur les conditions de distribution des aides**. Et les critiques concernent **deux défauts apparents** du système : les risques suscités par ces prestations en matière de **désincitation au travail** ; les présupposés sur la **légitimité** des bénéficiaires : s'agit-il bien de ceux qui étaient *a priori* visés, sans abus, ni fraude ?

Un des exemples les plus probants des réserves émises sur les effets déresponsabilisants des politiques sociales concerne le **Revenu Minimum d'Insertion**. Certes, on observe, depuis quelques années, une certaine fluctuation hésitante de l'opinion (Graphique 18). Mais *grosso modo*, même si la courbe de la « compassion » est repassée de peu cette année au-dessus de celle de la « responsabilisation », il est patent que presque une moitié de la population (48%, contre 51% l'an dernier) estime que le RMI « **risque d'inciter les bénéficiaires à s'en contenter et à ne pas chercher de travail** » ; et ce, alors même que, nous l'avons vu, les préoccupations concernant « la pauvreté en France » sont au cœur des soucis hexagonaux.

Graphique 18
Au sujet du revenu minimum d'insertion (RMI), pensez-vous plutôt que :



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

Le plus frappant est que **dans la plupart des groupes socio-démographiques**, le pourcentage d'enquêtés dénonçant les « risques » du RMI est **supérieur à 46%**, même s'il culmine à 59% chez les indépendants, 56% chez les personnes de 65 ans et plus ou 54% dans les villes moyennes (20 000 à 100 000 habitants).

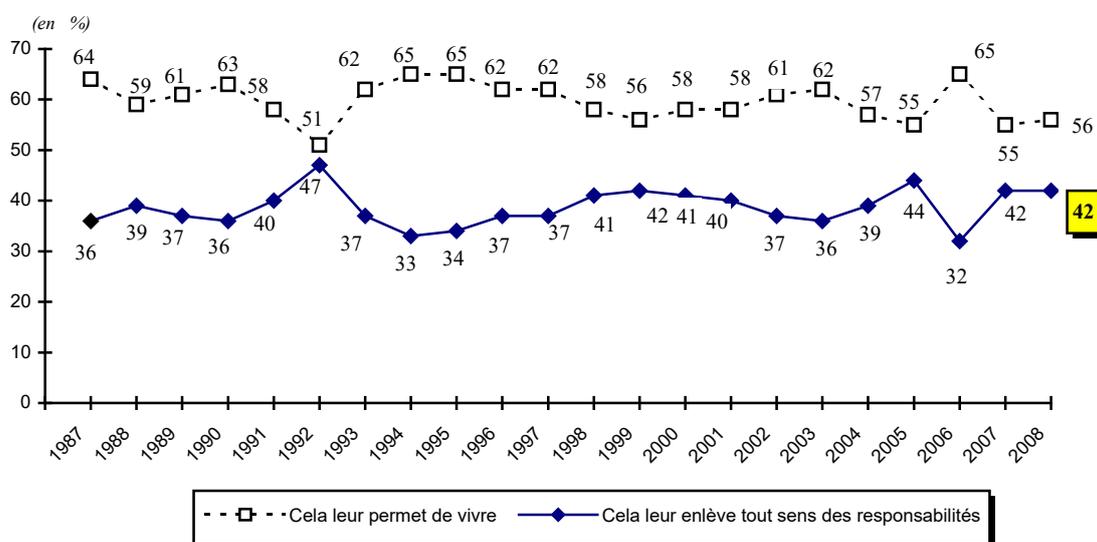
En réalité, les seuls qui critiquent relativement moins cette prestation sont les cadres supérieurs (29% le font cependant), les chômeurs (32%), les Franciliens (37%), les diplômés du supérieur (40%), voire les professions intermédiaires (même si le taux atteint ici 42%).

C'est d'ailleurs notamment pour éviter ces risques d'éventuelle « déresponsabilisation » que le RSA (Revenu Solidarité Active) a été récemment créé et est maintenant testé dans plusieurs départements. Il demeure que pour 83% des Français, il est « normal de demander au Rmiste une contrepartie sous forme d'efforts en matière d'insertion ou de recherche d'emploi ». Le taux était de 84% l'an dernier : le désir de montants de prestations plus élevés n'a donc pas effacé les préventions de l'opinion.

C'est le même constat de stabilité des attitudes, de permanence des jugements, qui réapparaît quand on interroge la population sur la prise en charge des familles aux « ressources insuffisantes ». Cette prise en charge enlève-t-elle à ces foyers « tout sens des responsabilités » ? Certes, la formulation est peut-être encore plus « directe » que pour la question sur le RMI et elle ne porte pas obligatoirement sur les seuls « plus démunis » (Graphique 19). Il reste que **les risques ressentis de déresponsabilisation n'ont pas du tout reculé** : 42% des enquêtés les évoquent (même chiffre qu'au début 2007).

Ainsi, la situation de ce début 2008 est apparemment différente de celle d'il y a 2 ans : le « retour du social » avait alors conduit à une inflexion assez significative des craintes d'éventuels effets pervers. Cette année, par contre, le désir de montants de prestations sociales plus élevés, et le sentiment aigu de restrictions, n'ont en rien modifié les attitudes.

Graphique 19
Faire prendre en charge par la collectivité les familles aux ressources insuffisantes...



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

Mais il faut bien voir que les craintes d'une partie de l'opinion, celles que les aides sociales puissent gêner la reprise d'une activité, **se cumulent** avec d'autres, cette fois relatives à la bonne application des règles de distribution de ces prestations. Les doutes apparaissent ici sous couvert d'une **exigence de vérifications**. Ainsi (Tableau 15) :

- **Plus des trois quarts des Français (79% exactement)** estiment que les Caisses d'Allocations Familiales « **ne contrôlent pas suffisamment les situations individuelles des allocataires** ». Le taux, qui était du même ordre de grandeur (73-76%) depuis 2000, a gagné 5 points d'un coup cette année. On constate même que 52% des enquêtés se disent « **tout à fait d'accord** » avec cette assertion (+ 10 points en trois ans).
- D'autre part, **79%** de la population (+ 3 points en un an) partagent l'idée qu'il y a « beaucoup de gens qui font **de fausses déclarations** pour toucher les prestations familiales ». Le taux dépasse les 65% dans **tous** les groupes socio-démographiques et il est de 83% chez les employés, de 81% chez les ouvriers et de 81% chez les plus de 65 ans. Il atteint aussi les 72% chez les diplômés du supérieur.

Tableau 15
Deux assertions massivement partagées

Etes-vous d'accord avec l'affirmation suivante : « Les CAF ne contrôlent pas suffisamment les situations individuelles des allocataires » ?

						(en %)
	Début 1996	Début 2000	Début 2005	Début 2007	Début 2008	Évolution 2007-2008
. Tout à fait d'accord	38	42	42	45	52	+ 7
. Plutôt d'accord	26	34	31	29	27	- 2
. Peu d'accord	12	12	15	14	13	- 1
. Pas du tout d'accord	7	6	7	8	5	- 3
. Ne sait pas.....	17	6	4	4	3	
Ensemble de la population	100	100	100	100	100	

Etes-vous d'accord avec l'affirmation suivante : « Beaucoup de gens font de fausses déclarations pour toucher les prestations familiales » ?

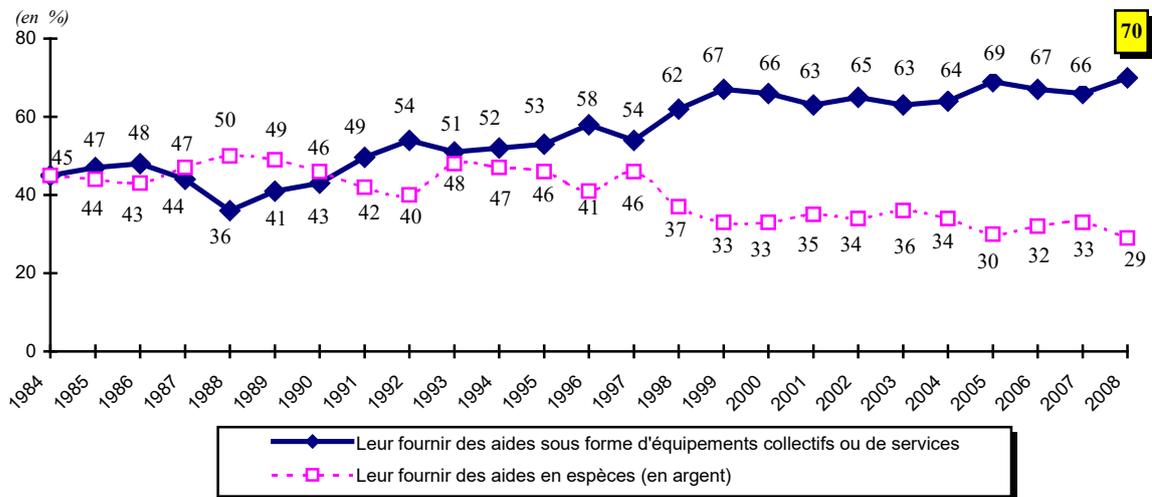
					(en %)
	Début 1992	Début 1996	Début 2007	Début 2008	Évolution 2007-2008
. Tout à fait d'accord	25	38	48	47	- 1
. Plutôt d'accord	26	23	28	32	+ 4
. Peu d'accord	15	14	14	14	=
. Pas du tout d'accord	9	5	3	4	+ 1
. Ne sait pas.....	25	20	7	3	
Ensemble de la population	100	100	100	100	

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Voilà probablement la raison pour laquelle, avec une certaine **constance** depuis une dizaine d'années, les Français veulent en quelque sorte « **contrôler** », tant que faire se peut, **l'utilisation des aides versées**, s'assurer de leur bonne affectation. Ainsi, en matière de politique familiale, **70%** de la population considèrent préférable, pour mieux aider les familles, **de leur distribuer des aides sous forme d'équipements et de services**, c'est-à-dire de leur fournir des prestations en nature plutôt qu'en espèces (Graphique 20). Depuis neuf ans, cette préférence est affirmée avec quasi-systématisme : le taux n'a évolué que dans une fourchette étroite, comprise entre 63 et 69%. Le pourcentage de cette année est cependant **le plus élevé** depuis que la question est posée (1984).

Graphique 20
Des aides en nature avant tout : une idée qui se renforce

Entre les deux solutions suivantes, laquelle vous semble préférable pour mieux aider les familles ?



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

Le niveau record atteint sur ce sujet au début 2008 montre bien, en tout cas, que malgré l'intensité des restrictions ressenties, l'attente de prestations sociales plus élevées n'a pas été jusqu'à remettre en cause les préférences envers les aides en nature, c'est-à-dire envers des allocations affectées à des postes les plus précis possible. Il y a là le signe que les questions de **l'utilisation** des prestations versées, et de la **responsabilisation** des bénéficiaires, sont au cœur des préoccupations. Même soumise à un profond malaise salarial et aux récriminations qui l'accompagnent, l'opinion ne relâche pas ce qu'on appellera une certaine **vigilance** prudente à l'égard des politiques sociales.

Il est clair, en tout état de cause, que les 78% des Français qui déclarent attendre de « profonds changements » en matière d'aide et de protections sociales ont, sur les sujets présentés ici, les mêmes préventions – légèrement amplifiées – que celles de l'ensemble de la population. Leur désir de réformes du système n'est donc certainement pas sans relation avec les interrogations évoquées.

En guise de conclusion

Rarement dans les livraisons précédentes de cette note de conjoncture, l'énumération des maux ressentis – leur litanie en quelque sorte – n'a été aussi longue et le malaise apparent si acéré : exacerbation exceptionnelle du sentiment de restrictions, perte de confiance dans l'avenir proche, enracinement du pessimisme collectif et des inquiétudes, ancrage des interrogations méfiantes concernant certaines aides sociales... Véritablement, en ce début 2008, **les griefs, sur fond d'anxiété, foisonnent et les récriminations budgétaires prospèrent avec une intensité rare.**

Le plus surprenant est cette **accumulation** des troubles éprouvés, cette **superposition** des mécontentements, aussi bien individuels que collectifs, cet **empilement** des tensions... Mais c'est très précisément cette **multiplication** des ressentiments, leur foisonnement exacerbé, qui donne toute la mesure de **la formidable déception**, de **l'amertume** du pays, neuf mois après l'élection présidentielle. En réalité, **2008 est l'année de tous les records** : jamais, en trente ans d'observation, l'enquête « Aspirations » n'avait enregistré un tel niveau d'insatisfaction. Le seuil de mécontentement le plus haut jusqu'à aujourd'hui, celui du début 1997, est plus que dépassé, faisant en quelque sorte « voler en éclats », exploser les frontières de « l'Espace des Opinions » (voir annexe, ci-après).

Assurément, la **désillusion** actuelle est à la hauteur des espoirs, plus qu'idéalisés, d'il y a douze mois : le pays allait mal, le moral collectif était atteint, mais le corps social attendait tant du renouveau et de la mutation rêvés, presque annoncés, qu'il semble s'être laissé submerger par la vague déferlante, ravageuse, quasi-destructrice du désenchantement. L'impatience collective d'hier, irrépressible disions-nous alors, a fait place à un courroux, plus exactement **à une colère individuelle, sur fond de mal-être collectif**, d'autant plus dévastatrice qu'elle a grossi **avec soudaineté**, en seulement quelques mois. Le vague à l'âme collectif, profond et lancinant depuis plus de trois ans, a sûrement fait le lit, constitué le terreau de cette « fièvre budgétaire » soudaine. **Cette fébrilité amère, pour l'instant, emporte tout sur son passage** : le sentiment de restrictions, celui de perte du pouvoir d'achat sont tellement partagés, tant diffusés qu'ils « auto-alimentent » le malaise et transforme presque aujourd'hui les perceptions individuelles, sombres, en certitudes collectives, noires.

Il n'est pas question ici de douter du trouble ressenti et de la réalité des difficultés budgétaires subies. Mais leur **exacerbation** ne fait pas de doute et on ne peut manquer, au vu des niveaux atteints, jamais égalés depuis trois décennies, de s'interroger sur la relative **démésure** que la soudaineté du mouvement peut laisser transparaître : le désenchantement est tel qu'il semble pour l'instant **gommer tout éventuel signe d'évolution positive** ; l'exaspération budgétaire est telle qu'elle va jusqu'à la contestation répétée, virulente, des « instruments de mesure » : l'indice des prix est mis en cause, les estimations économiques d'évolution du pouvoir d'achat sont critiquées et même l'étalon de mesure, l'Euro, est diabolisé...

En fait, l'exaspération est si aiguë que la question qui se pose aujourd'hui est celle de la **durabilité**, de la **pérennité** de cette vague de mal-être, de ce vertige sociétal :

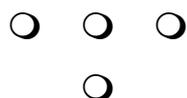
- * S'agit-il « seulement » – première hypothèse – d'une exaspération **ponctuelle**, correspondant au désappointement d'une opinion qui, une fois dégrisée, retrouvera ses repères et oubliera – même s'il en restera nécessairement des traces profondes – l'exacerbation temporaire de ses sentiments, oubliera ses emportements ? N'admettra-t-elle pas alors qu'en dix mois, le pays ne pouvait pas vraiment structurellement changer, que le pouvoir d'achat ne pouvait, dans ce laps de temps, rattraper plusieurs années de mécomptes, et que les réformes engagées ne pouvaient guère porter leurs fruits en seulement trois ou quatre trimestres ?
- * Ou s'agit-il plutôt – seconde hypothèse – des prémices inquiétantes d'une colère encore sourde, **durable, structurelle** en quelque sorte, d'un désaccord profond et massif avec les nouveaux gouvernants, en un mot d'un trouble qui ne serait pas qu'épidermique ? La demande serait alors celle d'une remise en cause des valeurs portées par la nouvelle équipe au pouvoir et l'aboutissement, l'ancrage d'un pessimisme collectif qui ne manquerait inévitablement d'être totalement **paralysant** : le maintien du malaise budgétaire aboutirait alors, à n'en pas douter, à ralentir une consommation, qui est pourtant encore un des moteurs les plus performants de l'économie hexagonale.

Il est bien entendu difficile de trancher, même s'il paraît encore prématuré d'opter pour la seconde hypothèse. Mais on aurait tort en tout cas, quelles que soient les causes de la situation actuelle, de prendre à la légère le désarroi ressenti : le trouble du pays est aujourd'hui tel qu'il faut impérativement le rassurer, qu'il faut lui donner les gages – et

lui donner à **voir** – le début de mise en application de ses attentes, aussi bien en matière de pouvoir d'achat que de réformes.

Car on peut se demander si la réponse aux hypothèses formulées ci-dessus n'est précisément pas en partie dans le constat que **l'attente de changements** est toujours **considérable** dans le pays, répétée et ressassée, alors même qu'il n'y a plus d'échéance électorale directe pour, peut-être, l'idéaliser. Cette aspiration traverse en tout cas tout le corps social et aucun groupe socio-démographique n'y échappe. Or le désabusement, s'il était total, aurait pu conduire à la disparition de la plupart des velléités réformatrices, conduire à la préconisation prudente d'un certain **immobilisme**, immobilisme réparateur de tensions, mais également révélateur d'un découragement craintif. Ce n'est pas le cas. **N'y a-t-il pas là, au fond, le signe que le pays veut toujours aller de l'avant, ne refuse pas la dynamique du renouveau, et donc l'espérance qui l'accompagne ?**

C'est donc aujourd'hui, assez paradoxalement, le **changement** qui peut devenir, qui est peut-être déjà, **une des façons de rassurer l'opinion déçue**. Même si c'est là **une affaire de méthodes** : en la matière – ne l'a-t-on pas vu cette année ? –, la fièvre et l'impatience sont finalement de bien mauvaises conseillères.



**Une visualisation de l'état de l'opinion
au début 2008**

Une visualisation de l'état de l'opinion au début 2008

Réalisée depuis trente ans, l'enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* » permet d'analyser, dans la durée, l'évolution de l'état de l'opinion, ses grandes tendances, à travers notamment le suivi d'une série de variables significatives.

Seize de ces variables sont, chaque année, sélectionnées pour définir ce que l'on a appelé « **l'Espace Général des Opinions des Français** »¹. Encore convient-il de bien préciser que ces variables ne sont pas relatives à des situations objectives, mais à des **données de perceptions et d'opinions**. Il s'agit d'une part, d'informations concernant la perception que les Français ont de leurs conditions de vie personnelles (cadre de vie, satisfaction vis-à-vis de son état de santé ou de son budget, ...) et d'autre part, de jugements généraux qu'ils portent sur des grands sujets de société (tels que la justice, le système de santé, la famille, le mariage, les transformations sociétales).

La batterie des questions retenues, utilisées comme variables actives d'une analyse des correspondances multiples, permet donc de construire, sur l'ensemble de la période², *l'Espace Général des Opinions des Français*. Cette construction permet d'observer à la fois :

- * La trajectoire suivie dans cet Espace par **l'ensemble** de la population française depuis 1979. On peut ainsi visualiser la place occupée par l'opinion en ce début 2008.
- * La façon dont les différents **groupes socio-démographiques** se situent dans cet Espace à chaque période d'enquêtes, et surtout ces dernières années.

¹ Voir notamment les notes de conjoncture des toutes dernières années. On trouvera la liste des variables retenues page 71 ci-après.

² Les travaux réalisés par le CREDOC ont, en effet, montré la relative stabilité, depuis début 1979, de la structure de ces opinions. Voir, en particulier, « *L'Espace des Opinions des Français – 19 ans d'observations* », Cahier de Recherche du CREDOC, n° 122, Octobre 1998. Cette relative stabilité se confirme également cette année.

Cette visualisation met en évidence **un constat majeur** : l'année 2008 est celle où, depuis trente ans, l'on observe – et de très loin – **le niveau le plus haut d'insatisfaction**. Le record précédent, celui du début 1997, déjà quasiment égalé l'an dernier, est plus que battu, il est « écrasé » dirons-nous, signe du caractère **exceptionnel de l'exacerbation du mécontentement** qui particularise ce début 2008. Cette vague de désenchantement provient de la conjonction, inédite à ce stade, de toute une série de jugements négatifs : augmentation des restrictions ressenties et du malaise budgétaire, noirceur du regard porté sur les conditions de vie à venir, ancrage du pessimisme collectif à un niveau presque sans précédent, maintien des exigences de réformes profondes de la société ...

Le mécontentement n'est plus seulement collectif, comme c'était encore le cas il y a quelques années, **mais il s'est également généralisé au niveau individuel**. Même s'il faut rappeler que l'indicateur d'inquiétudes ne figure pas historiquement dans les variables retenues pour élaborer « l'Espace Général des Opinions ».

Ce mouvement, dont **l'intensité** n'a d'égal que la **soudaineté**, neuf à dix mois après l'élection présidentielle, a quasiment affecté toutes les catégories sociales. Les exceptions sont rares (cadres supérieurs, moins de 25 ans ...). **L'accumulation** des ressentiments, très marquante cette année, a touché presque toutes les franges de l'opinion et **nappe aussi bien les classes moyennes, ou les diplômés, que les groupes du bas de l'échelle**.

Cette déferlante du désenchantement est telle qu'elle a presque « étouffé », en les masquant, beaucoup des autres évolutions d'attitudes. En particulier, **le modernisme des Français reste**, quant à lui, **au niveau élevé atteint l'an dernier**, le plus haut depuis la création du système d'enquêtes. A vrai dire, peu de modifications sont apparues dans les opinions concernant les mœurs (jugements sur la famille, le mariage ou le travail des femmes). Cette stabilité relative de la « modernité » se retrouve, ici aussi, dans quasiment tous les groupes sociaux, avec de très faibles variations catégorielles ; signalons cependant une légère montée du modernisme chez les bas revenus, les 50-64 ans et les Franciliens, et une baisse très relative chez les 25-34 ans ou les ouvriers.

Finalement, on retiendra surtout que **2008 est l'année record de l'exaspération : l'insatisfaction n'avait jamais été autant partagée dans la société française**.

1. L'Espace général des Opinions (début 1979 - début 2008)

Les seize variables actives présentées en fin de document contribuent à la construction de « l'Espace Général des Opinions des Français »³.

Cet espace met en évidence quatre zones d'opinions très marquées, qui proviennent de la combinaison des deux clivages « **satisfaction/insatisfaction** » et « **modernisme/traditionalisme** » (Graphique A1).

Le premier axe : Satisfaction /Insatisfaction

Le **premier axe** (horizontal) oppose, d'un côté les individus insatisfaits de leurs conditions de vie personnelles et mécontents du fonctionnement de la société à ceux qui, de l'autre côté, témoignent d'une satisfaction générale. Tous les indicateurs personnels subjectifs (restrictions, maux, état de santé), mais aussi les points de vue sur le fonctionnement de la société en général (opinions sur la justice, sur les transformations sociétales,...), sont corrélés entre eux. **Il existe donc une tendance à être systématiquement satisfait ou insatisfait.**

Ainsi, à gauche de la carte (Graphique A1), figurent les individus "mécontents", qui pensent que leur niveau de vie personnel est beaucoup moins bon depuis dix ans et que leurs conditions de vie vont beaucoup se détériorer dans les cinq prochaines années. Ils ne sont pas satisfaits de leur état de santé, ni de leur cadre de vie, et déclarent plus souvent s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget. Leur critique à l'égard du fonctionnement de la justice est aussi plus insistante et ils souhaitent plus fréquemment des réformes radicales de la société française.

A l'opposé (à droite du Graphique A1), se situe la zone dite de "satisfaction" qui est, au contraire, marquée par un relatif optimisme : on pense là davantage que le niveau de vie des Français et le sien propre vont mieux depuis dix ans, que les conditions de vie personnelles vont rester semblables ou s'améliorer dans les cinq prochaines années. Les individus de cette zone ne s'imposent pas régulièrement de restrictions. Ils ne pensent pas que la société française a besoin de transformations profondes et ils estiment que la justice fonctionne bien.

³ Il s'agit du premier plan factoriel de l'analyse des correspondances multiples réalisée. Cette analyse porte sur plus de 60 000 individus (trente vagues d'enquêtes).

Le deuxième axe : Traditionalisme/Modernisme

Le **deuxième axe**, dont le contenu se résume, pour beaucoup, à l'opposition « modernisme-traditionalisme » en matière de mœurs, se détermine d'abord à partir des opinions émises sur la famille, le mariage et le travail des femmes.

Au Nord du graphique, se projettent les individus ayant des opinions dites « modernistes » en matière de mœurs : ils pensent plutôt que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sente bien et détendu, que le mariage peut être dissout par simple accord des deux parties, que les femmes devraient pouvoir travailler quand elles le désirent.

Mais on observe également que figurent au Nord les individus les plus confiants envers leurs conditions de vie prochaines : cette variable, représentative d'une certaine confiance envers l'avenir, exerce davantage d'influence depuis huit ans. Le modernisme en matière de mœurs s'accompagne donc fréquemment d'une confiance plus accentuée envers le futur, d'une foi relative en l'avenir. C'est cependant un peu moins le cas cette année.

A l'inverse, au Sud du graphique, on trouve les « traditionalistes », qui estiment que le mariage est une union indissoluble, que la famille est le seul endroit où l'on se sente bien, que les femmes ne doivent pas travailler si elles ont des enfants en bas âge ou qu'elles ne doivent le faire que si la famille n'arrive pas à vivre avec un seul salaire.

2. L'évolution, sur trente ans, des opinions de l'ensemble de la population française. La situation au début 2008

La projection, dans l'espace défini ci-dessus, de la variable « année d'enquête » permet de suivre l'évolution de l'ensemble de la population depuis le début 1979 (Graphique A2).

Le corps social a connu, dans cette période, **de nombreux revirements et inflexions**. Si l'on se contente de comparer les points extrêmes (début 1979 et début 2008), on remarque que l'évolution dans la période s'est traduite globalement par un **plus grand modernisme**, et une **montée de l'insatisfaction**.

Nous avons déjà repéré **neuf grandes phases** sur l'ensemble de la période⁴. Peut-être peut-on se contenter de porter notre attention sur les deux dernières grandes étapes, après l'insatisfaction, très élevée, de 1997 (Graphique A2) :

- **De 1998 à 2001**, la diminution considérable du mal-être des Français les a conduits à traverser de part en part « l'Espace des Opinions » : au début 2001, ils étaient revenus dans la partie Nord de la zone du **contentement**, celle qui est teintée d'un fort modernisme.
- **Depuis 2002**, nous sommes entrés dans une nouvelle phase, caractérisée par **une progression continue de l'insatisfaction. Nous n'en sommes pas sortis**. Le point 2004 se situait assez près de la « frontière » séparant le contentement de la frustration, mais il ne l'avait pas encore franchie. Cela a été fait **au début 2005 ; la phase d'accélération du mécontentement s'est poursuivie en 2006, puis en 2007**. En fait, le point « moyen » 2007 était déjà révélateur de **la crise de confiance collective qui étreignait le pays**. Le point 2008, sans rien enlever au pessimisme collectif, lui surajoute un profond mécontentement individuel. L'échelle de notre « Espace » a même du être reconsidérée : la projection du point « moyen » 2008 s'effectue tout à gauche du graphe, traduisant un niveau d'insatisfaction jamais même effleuré auparavant.

A l'image du point « moyen », nous allons le voir dans les pages suivantes, **la plupart des catégories socio-démographiques ont continué cette année à se déplacer vers la gauche du graphique**, signe de l'ancrage de leurs ressentiments, de la multiplication de leurs frustrations. Seuls les cadres supérieurs et les moins de 25 ans ont évolué à contre

⁴ Voir certaines des notes de conjoncture précédentes.

courant. On constate aussi que les ouvriers, tout en restant insatisfaits, ont connu cette année une légère inflexion inverse au mouvement général.

Le « **modernisme** », par ailleurs, est resté quasiment au même niveau que l'an dernier, c'est-à-dire un niveau record. En un mot, **malgré le durcissement spectaculaire du mécontentement, l'opinion ne s'est pas « recroquevillée » sur des attitudes plus traditionalistes, plus conservatrices**. Et cette stabilité se retrouve, à quelques légères exceptions près, dans presque tous les groupes sociaux. Même les ruraux ou les retraités, relativement moins modernistes qu'en moyenne, n'ont pas évolué sur ce sujet. On note même une poursuite de la montée du modernisme chez les femmes au foyer et les 50-64 ans.

Si on neutralise l'évolution qui a pu intervenir ces derniers mois et qu'on ne s'intéresse qu'à la situation d'aujourd'hui, celle de ce début 2008, on peut faire **trois constats principaux** sur les positions respectives des différents groupes socio-démographiques (Graphique A3) :

- * **La zone « Nord-Est »** de l'Espace est celle où l'on est **satisfait et moderniste**. Seules trois catégories y figurent encore aujourd'hui : les moins de 25 ans, les hauts revenus et surtout les cadres supérieurs. Ces derniers viennent d'y re-renter cette année, tandis que les diplômés du supérieur en sont sortis.
- * **La zone « Nord-Ouest »**, celle de l'insatisfaction et du modernisme, est très peuplée : **l'essentiel de la population hexagonale y figure**, signe de l'étendue de l'amertume qui affecte le pays. La plupart de ces groupes étaient déjà présents dans cette même zone l'an dernier. Ils se sont presque tous encore plus translétés vers l'Ouest (insatisfaction grandissante).
- * Le mécontentement ne touche pas que des « modernistes » en matière de mœurs (**cadran « Sud-Ouest »**). **Même les plus traditionalistes des Français sont insatisfaits** et ils le sont de plus en plus : cela concerne aussi bien les non-diplômés que les retraités (ou les plus de 65 ans). En fait, depuis trois ans, plus aucune catégorie ne figure dans la **zone « Sud-Est »**, celle des traditionalistes satisfaits.

3. Les évolutions d'opinion les plus marquantes au sein des différents groupes socio-démographiques

De la même façon que l'on peut décrire la trajectoire de **l'ensemble** de la population depuis 1979, on peut visualiser **celle de chacune des principales catégories socio-démographiques** sur les trente dernières années. Nous avons cependant fait le choix, **par souci de lisibilité**, de ne présenter ici que les évolutions intervenues **depuis 2001**.

Cinq critères ont été retenus, ceux mettant en évidence les évolutions les plus sensibles : ils concernent la Profession-Catégorie-Sociale des enquêtés, leur âge, leur localisation géographique, leurs niveaux de diplômes et de revenus.

En tout état de cause, un constat domine : les évolutions catégorielles ont, cette année, presque toutes suivi **la même direction** que celle mise en évidence pour l'ensemble de la population, traduisant **une nette progression de l'insatisfaction**. Les variations intervenues se sont donc faites bien plus le long de l'axe **horizontal** (plus d'insatisfaction, vers la gauche du graphe) que sur l'axe vertical (axe de traditionalisme/modernisme).

A - Analyse par profession-catégorie sociale (Graphiques A4 et A4 bis)

L'analyse par PCS met en évidence que les différents groupes se positionnent de manière distincte dans « l'Espace des Opinions ». Les cadres supérieurs, les professions intermédiaires, les employés, les travailleurs indépendants et les ouvriers sont, dans l'ordre, les plus modernistes. Les femmes au foyer, puis de façon plus accentuée, les retraités, sont plus traditionalistes.

Le cheminement vers le mécontentement a été particulièrement marqué cette année, surtout chez les professions intermédiaires et les retraités :

- **Les membres des professions intermédiaires** sont ceux qui ont connu la plus forte poussée vers l'insatisfaction. Nous les avons d'ailleurs classés parmi les principaux « déçus » de ces douze derniers mois (cf. ci-dessus) : 50% pensent que leurs conditions de vie vont se dégrader (+ 17 points en un an). Et leur pessimisme à l'égard du niveau de vie de **l'ensemble** des Français (84% pensent qu'il se détériore) se cumule avec un sentiment grandissant de privations personnelles (69% disent s'en imposer, + 11 points en un an). Leur situation est d'ailleurs maintenant

très proche, dans l'Espace des Opinions, de celle de l'ensemble des fonctionnaires (salariés du public en CDI), autre catégorie confrontée à la désillusion générale de ce début 2008.

- **Les retraités**, autre groupe passablement « désenchanté », ont repris leur avancée rapide vers l'insatisfaction, après une pause relative au début 2007. En réalité, depuis le début 2005, cette catégorie a traversé une bonne partie de l'Espace des Opinions, passant de la satisfaction sereine à un niveau de tensions presque du même ordre que les employés ou les ouvriers ! 11 points de plus en un an dans les restrictions ressenties, 18 points de plus dans les jugements négatifs sur l'avenir proche... Le malaise des retraités n'a cessé de grossir depuis 3 ans.

Quant aux **femmes au foyer**, elles continuent à culminer au plus haut de l'insatisfaction (projection à l'extrême gauche de l'Espace). Tandis que les **employés**, après un petit espoir fugace en 2007, ont repris leur cheminement dans la zone des déconvenues, vers la gauche du graphe. C'est aussi le cas des **travailleurs indépendants**⁵.

Les **ouvriers** présentent une double exception : même s'ils restent très insatisfaits, ils ont vu leur mécontentement légèrement régresser. En particulier, ils constituent une des rares catégories à n'avoir pas déclaré cette année plus de restrictions (75% en déclarent néanmoins au début 2008, contre 78% l'an dernier). Mais, en même temps, ils ont perdu un peu en modernisme, notamment sur le travail des femmes.

Les **cadres supérieurs** ont, quant à eux, évolué à **total contre-courant** : ils sont repassés de la zone de l'insatisfaction vers celle du contentement ! C'est le seul groupe dans ce cas cette année, alors même que les diplômés du supérieur ont fait le chemin inverse.

⁵ La projection des indépendants dans l'Espace des Opinions figure au Graphique A4 bis. Ce choix a été fait uniquement pour améliorer la lisibilité et éviter des chevauchements avec d'autres trajectoires.

B - Analyse en fonction de l'âge (Graphique A5)

Dans tous les groupes d'âge au-delà de 25 ans, on observe **une nette progression du mécontentement**.

Cette montée des tensions a été particulièrement accentuée cette année chez les **50-64 ans**. Ils figurent maintenant parmi les plus mécontents des Français. Mais ils ont aussi, parallèlement, gagné en modernisme. Tandis que chez les **25-34 ans** et les **35-49 ans**, la croissance manifeste des récriminations s'est accompagnée d'un léger recul de la modernité.

Ce sont **les moins de 25 ans**, en tout état de cause, qui font ici exception. En réalité, ils constituent le seul groupe à n'être **jamais** passé, depuis 1979, du côté de l'insatisfaction. L'an dernier, ils avaient évité de justesse de « plonger » de l'autre côté de l'axe qui sépare le contentement de la frustration : ils ne l'avaient finalement qu'effleuré. Cette année, ils opèrent un petit mouvement de retour vers le cœur de la partie droite du graphe (dans « le cadran du bien-être relatif »). On ne peut, en tout cas, qu'être frappé des différences qui existent aujourd'hui entre les moins de 25 ans et les 25-34 ans, alors que ces groupes se projetaient tous deux dans des zones très proches de l'Espace, il y a à peine quatre ou cinq ans.

D'ailleurs, le plus frappant est la proximité actuelle entre les 25-34 ans et les 35-49 ans.

C - Analyse en fonction de la taille d'agglomération de résidence (Graphique A6)

Le mouvement de convergence des attitudes en fonction du degré d'urbanisation avait marqué une pause l'an dernier, du fait des positions à contre-courant des Franciliens. Il réapparaît cette année, renforcé par la montée générale de l'insatisfaction.

Certes, les résidents d'agglomérations moyennes, de **20 000 à 100 000 habitants**, ont quasiment fait du « sur place » entre 2007 et 2008, mais au cœur du « cadran du mécontentement » : ils faisaient partie, au début 2007, des plus insatisfaits des Français.

Par contre, **la poussée de mal-être** a été très accentuée cette année :

- **Dans les petites communes rurales**, celles de **moins de 2 000 habitants**. On a déjà signalé la place de choix occupée par cette catégorie de population au sein des « déçus » des douze derniers mois : montée des restrictions (+ 7 points), méfiance amplifiée à l'égard des conditions de vie à venir (+ 17 points), perception négative de l'évolution passée de leur propre niveau de vie (+ 6 points, contre + 1 en moyenne)... En fait, en deux ans, les ruraux sont passés, d'une position « frontière », ni totalement sereine, ni profondément insatisfaite, à un mécontentement très affirmé, qu'ils n'avaient jamais autant cultivé.
- **Dans les grosses agglomérations régionales** (100 000 habitants et plus), la poussée des frustrations a également été très nette ces derniers mois : c'est maintenant le groupe le plus insatisfait des cinq présentés au Graphique A6.

Remarquons que si le mécontentement a gagné quelques points chez les **Franciliens**, ceux-ci n'ont pas encore rejoint leur niveau de malaise du début 2006 : ils ont, ces douze derniers mois, plus gagné en modernité (surtout en matière de dissolution du mariage) qu'en insatisfaction (pas de dégradation de leurs espoirs personnels d'avenir).

D - Analyse en fonction des revenus (Graphique A7).

Encore une fois, la progression du mécontentement a été très sensible, ces douze derniers mois, **dans toutes les tranches de revenus**, même si le malaise s'est beaucoup accru au plus bas de l'échelle (moins de 900 Euros/mois) ou **dans les tranches intermédiaires** (de 1 500 à 2 300 Euros/mois). Les raisons n'en sont pas totalement les mêmes : au bas de l'échelle, les restrictions étaient déjà, l'an dernier, au plus haut ; elles le sont toujours, mais c'est en plus la perception des conditions de vie prochaines qui s'est notablement assombrie (+ 10 points). Dans les classes de revenus moyens, la montée des restrictions (+ 8 points) et les anticipations négatives sur les conditions de vie à venir (+ 11 points) se sont surajoutées aux perceptions défavorables sur l'évolution du niveau de vie individuel (53% pensent que leur niveau de vie personnel se dégrade, contre 49% dans l'ensemble de la population). Quoiqu'il en soit, on remarque que tous les groupes touchant jusqu'à 2 300 Euros/mois se projettent dans la partie gauche de la « zone noire des récriminations ».

Notons que la poussée de l'insatisfaction a également touché les plus hauts revenus, même s'ils se projettent encore, de justesse, du « bon côté » de l'Espace (cadran du contentement).

E - Analyse en fonction du niveau de formation (Graphique A8)

Enfin, dernier élément, assez spectaculaire, de l'analyse : **tous** les groupes, quel que soit leur niveau de diplômes, se projettent maintenant dans la partie gauche de l'Espace des Opinions.

« L'hésitation » relative des **diplômés**, l'an dernier, s'est évanouie : eux aussi sont maintenant touchés par la morosité. Ils ont, en tout cas, passé la frontière qui sépare le contentement de la réprobation : la « désillusion » est également bien présente chez eux, avec une poussée de l'insatisfaction parmi les plus sensibles de cette dernière année.

Il n'empêche que ce sont les non-diplômés qui se projettent le plus à gauche de l'Espace, tandis qu'ils restent encore « traditionalistes » (projection dans la zone située au Sud).

Au total, si l'on résume l'ensemble de ces données, **deux enseignements principaux** se dégagent :

1. Les groupes ayant connu, entre janvier 2007 et le début 2008, **la plus forte progression de l'insatisfaction** sont, dans l'ordre⁶ :
 - Les membres des professions intermédiaires (cadres moyens).
 - Les 50-64 ans.
 - Les retraités
 - Les titulaires de bas revenus (moins de 900 Euros/mois).

Mais la progression a également été très vive notamment chez les fonctionnaires (salariés du public en CDI), les diplômés du supérieur, les habitants de communes rurales.

Seuls les ouvriers, les moins de 25 ans et les cadres supérieurs ont évolué à contre-courant. Autrement dit, la **plupart des groupes ont continué à s'enfoncer dans le mal-être**, alors même que ce malaise était déjà fortement présent l'an dernier.

2. Les **plus insatisfaits des Français** sont maintenant dans l'ordre⁶ :
 - Les titulaires de bas revenus (moins de 1 500 Euros/mois).
 - Les femmes au foyer.
 - Les non-diplômés.
 - Les 50-64 ans.

La liste n'a pas fondamentalement évolué depuis l'an dernier : notons que les 50-64 ans sont passés devant les 35-49 ans au palmarès des plus « dépités ».

Mais, plus largement – et là est le constat le plus troublant –, l'insatisfaction a prospéré presque partout. Cette progression quasi-généralisée est sûrement un des révélateurs les plus aigus de **l'amertume actuelle** du pays.

⁶ Classement élaboré à partir des coordonnées de chaque catégorie, sur l'Axe de « satisfaction/insatisfaction ».

Liste des seize variables actives de l'analyse

- Evolution ressentie du niveau de vie personnel au cours des dix dernières années.
- Evolution ressentie du niveau de vie des Français au cours des dix dernières années.
- Evolution attendue de ses conditions de vie dans les cinq prochaines années.
- Sentiment de devoir s'imposer des restrictions sur certains postes de son budget.
- Opinion sur son cadre de vie quotidien.
- Opinion sur les dépenses de logement (arrive à y faire face ou pas).
- Satisfaction vis-à-vis de son état de santé personnel.
- Souffrance de symptômes ou maux de société (indicateur synthétique du nombre de maux dont on souffre, parmi les suivants : maux de tête, mal de dos, nervosité, état dépressif, insomnies).
- Accord avec l'idée : "la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu".
- Opinion sur le mariage : indissoluble/dissout si problème grave/dissout si accord.
- Opinion sur le travail des femmes.
- Opinion concernant l'effet des découvertes scientifiques en matière d'amélioration de la vie quotidienne.
- Opinion sur les transformations de la société (réformes radicales ou non).
- Opinion sur la justice.
- Accord avec l'idée : "le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins".
- Accord avec l'idée : "on est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations".

* * *

*